

Le Statut des Fonctionnaires en Chine depuis la Révolution de 1926 à nos jours

THÈSE

POUR LE

Doctorat de l'Université de Nancy

MENTION DROIT PUBLIC

présentée et soutenue le lundi 5 juillet 1937, à 14 heures

PAR

WEI YÜ

MEMBRES DU JURY

<i>Président</i>	MM. LALOUEL, professeur.
<i>Assesleurs</i> {	TEITGEN, agrégé.
	REUTER, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE VAGNER

3, rue du Manège, 3

1937

*Thèse Nancy
1937*

Le Statut des Fonctionnaires en Chine depuis la Révolution de 1926 à nos jours

THÈSE

POUR LE

Doctorat de l'Université de Nancy

MENTION DROIT PUBLIC

présentée et soutenue le lundi 5 juillet 1937, à 14 heures

PAR

WEI YÜ

MEMBRES DU JURY

<i>Président</i>	MM. LALOUEL, professeur.
<i>Assesseurs</i> {	TEITGEN, agrégé.
	REUTER, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE VAGNER

3, rue du Manège, 3

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, ☉ I.).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (*, ☉ I.).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C. *, ☉ I.);
MICHON (*, ☉ I.).

Professeurs honoraires : MM. MAY (*, ☉ I.);
ROLLAND (☉ I.);
MOREL (*, ☉ I.);
GÉNY (C. *, ☉ I.);
RENARD (☉ I.);
MICHON (*, ☉ I.).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I.), docteur en Droit.

MM. SENN (*, †, ☉ I.), professeur de Droit romain;
HENRY (*, ☉ I.), professeur de Droit criminel;
KRÖLL (☉ I.), professeur d'Histoire du Droit;
LALOUËL (☉ I.), professeur de Droit international public;
LESCOT (☉ I.), professeur de Droit commercial;
SIMONNET (☉ I.), professeur de Droit civil;
VOIRIN (†, ☉ I.), professeur de Droit civil;
TROTABAS (†, ☉ A.), professeur de Droit administratif et de Législation financière;
F. DE MENTHON (☉ A.), professeur d'Economie politique;
DURAND, agrégé de Droit privé;
MARCHAL, agrégé d'Economie politique;
TEITGEN, agrégé de Droit public;
VINCENT, docteur en Droit, chargé de cours de Droit privé;
GUITTON, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique;
GONNET, docteur en Droit, chargé de cours de Droit romain;
REUTER, docteur en Droit, chargé de cours de Droit public;
ROSAMBERT, docteur en Droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.
LAPOINTE (☉ I.), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

La révolution de 1911 a renversé la dynastie de Ts'ing et a instauré la République; les artisans de cette République ont dû transformer toutes les lois chinoises pour les adapter à un régime démocratique et la période qui s'est écoulée entre 1911 et 1926, date de la deuxième révolution, a été une période de changements continuels du droit chinois. Les gouvernements qui se sont succédés étaient d'idées très différentes et il était impossible, par conséquent, pour la Chine d'avoir dans ses lois la continuité nécessaire.

La révolution de 1926, au contraire, a placé le parti du Kuomintang à la tête de la République et lui a permis d'employer une méthode plus rationnelle pour que le peuple s'adapte mieux aux libertés démocratiques. Le parti du Kuomintang a désiré surtout que le peuple vive dans le calme pendant le temps qui lui était nécessaire pour créer une législation plus complète et plus appropriée aux besoins nationaux; les lois de 1911 à 1926 étaient rendues, en effet, inapplicables par la révolution de 1926.

Notre thèse a donc pour but l'étude du statut des fonctionnaires depuis la révolution de 1926, statut qui forme un ensemble complet et qui montre le désir du Kuomintang de moderniser dans tous ses détails l'administration de la nouvelle République chinoise.

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE SUR LE STATUT DES FONCTIONNAIRES DEPUIS 1926

SECTION PREMIÈRE

La conception du statut

Le statut des fonctionnaires est l'ensemble des règles et des lois qui s'appliquent aux fonctionnaires.

Avant de développer la conception du statut des fonctionnaires publics de la Chine actuelle, il est nécessaire de dire quelques mots de l'organisation administrative de la République chinoise, car cette organisation est très étroitement liée à la conception du statut des fonctionnaires.

La Chine actuelle vit sous le régime démocratique proprement dit. Depuis la révolution de 1926, l'organisation administrative de la République chinoise est complètement réformée. Elle est basée sur la doctrine de séparation des cinq pouvoirs des gouvernants et des quatre pouvoirs politiques du Docteur Sun Yat Sen, fondateur du Kuomintang. Le gouvernement de la République se charge d'exécuter les cinq pouvoirs des gouvernants qui sont : 1° le pouvoir législatif; 2° le pouvoir exécutif; 3° le pouvoir judiciaire;

4° le pouvoir de contrôle; 5° le pouvoir d'examen (1). Le peuple se charge ensuite d'exécuter les quatre pouvoirs politiques : 1° le pouvoir d'initiative; 2° le pouvoir d'élection ; 3° le pouvoir de révocation ; 4° le pouvoir de referendum (2).

Pour permettre au peuple de répondre consciemment à la nouvelle organisation de l'État qui lui accordait une certaine fonction politique, il était indispensable de l'éduquer dans le calme; c'est pourquoi il a été prévu différentes périodes formant la transition entre l'époque révolutionnaire et l'époque définitive de la démocratie.

Ce sont :

1° *La période des opérations militaires.*

2° *La période de la tutelle politique.*

3° *La période de la constitution* (3).

En conséquence, la conception essentielle du statut des fonctionnaires publics de la Chine actuelle variera donc selon la période considérée. Pendant la période de la tutelle politique, elle est à base dictatoriale. Pendant la période de constitution, elle est à base démocratique.

I

La conception à base dictatoriale de la période de la tutelle politique

La période de la tutelle politique en Chine forme une période très importante; c'est une période de transition entre la période des opérations militaires et la période de la constitution; elle a pour but d'éduquer le peuple au point de vue politique, de le guider dans

(1) *Convention de la période de la tutelle politique*, art. 32.

(2) *Ibid*, art. 7.

(3) *Principes fondamentaux de la reconstruction nationale*, art. 5.

l'exercice de ses devoirs politiques et de le préparer à l'avènement de la prochaine période de la constitution. A ce moment-là, le peuple n'a pas encore l'exercice des quatre pouvoirs politiques. Ils sont réservés au Kuomintang, considéré comme le tuteur du peuple. Par suite, au moment de la tutelle politique, le pouvoir du Kuomintang est un pouvoir de suprématie ; en effet, au gouvernement central de la République chinoise, il y a un double organe. L'un, organe du gouvernement de la République, se compose des yuants et des ministères, etc... L'autre, organe du Kuomintang comprend le congrès national du Kuomintang, le comité exécutif central du Kuomintang, le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang. Les deux premiers organes du Kuomintang sont restés dans l'ombre de la République ; ils réunissent tous les pouvoirs politiques et gouvernementaux dans un régime à forme dictatoriale. Le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang est un organe de communication. Il est chargé de dicter les ordres politiques du Kuomintang au gouvernement de la République ; il surveille l'exécution des affaires nationales importantes. Le gouvernement de la République est simplement un organe d'exécution qui exerce les pouvoirs gouvernementaux conformément à l'idée du Kuomintang qui lui est transmise par le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang. Le régime politique de la période de tutelle politique en Chine est tout à fait à base dictatoriale. La liberté politique des individus n'est pas assurée.

La conception du statut des fonctionnaires est dérivée du régime politique de la période de la tutelle politique du Kuomintang ; elle est aussi à base dictatoriale ; les fonctionnaires les plus importants sont directement nommés et révoqués ou contrôlés par le conseil

politique du comité exécutif central du Kuomintang. La 198^e séance du conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang de l'année 1929 a décidé que les commissaires du gouvernement de la République, les présidents et vice-présidents des commissaires des yuants, les ministres, les présidents des comités, les présidents et les commissaires des gouvernements provinciaux, les présidents des départements du gouvernement provincial, les maires des municipalités spéciales (1), les ambassadeurs, les envoyés extraordinaires et les ministres plénipotentiaires, les agents de nomination spéciale ou les envoyés spéciaux sont nommés et révoqués par le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang. La séance de mars 1920 du conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang a décidé que le pouvoir de nomination et de révocation des ambassadeurs et des envoyés extraordinaires, des ministres plénipotentiaires, des maires des municipalités spéciales, les présidents et les commissaires des gouvernements provinciaux, les présidents des départements des gouvernements provinciaux, les ministres d'Etat sont investis au conseil du yuant exécutif à la condition qu'ils soient contrôlés par le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang. Par conséquent, le pouvoir exécutif, non seulement n'a pas le pouvoir de nommer et de révoquer les fonctionnaires appartenant à une certaine classe, mais il n'a pas non plus celui de nommer et de révoquer les fonctionnaires du cadre supérieur; le pouvoir de nomination et de révocation de ceux-ci appartient au Kuomintang.

(1) Il s'agit de municipalités très importantes qui jouissent d'un régime spécial de contrôle dépendant du yuant exécutif.

Il ressort donc bien que le statut des fonctionnaires, pendant la période de la tutelle politique, est à base dictatoriale.

II

La conception à base démocratique de la période constitutionnelle

D'après la doctrine du Docteur Sun Yat Sen, le Kuomintang doit rendre les quatre pouvoirs au peuple à l'ouverture de la période de la constitution. Le peuple élit ses délégués et les charge d'organiser l'assemblée nationale qui a l'exercice des quatre pouvoirs :

- 1° Le pouvoir d'élection;
- 2° Le pouvoir de révocation;
- 3° Le pouvoir de referendum;
- 4° Le pouvoir d'initiative.

A ce moment, l'organisation administrative de la République est tout à fait basée sur les principes démocratiques :

- a) La souveraineté nationale;
- b) La liberté;
- c) L'égalité.

En conséquence, le pouvoir de nomination et de révocation des fonctionnaires est tout à fait libre. Les fonctionnaires d'un service public sont recrutés et révoqués, soit directement par le peuple ou l'assemblée nationale, soit par le président de la République. L'article 32 du projet de constitution du yuant législatif du 10 novembre a déclaré que l'assemblée nationale élit le président et le vice-président de la République, le président du yuant législatif, le président du yuant de contrôle, le président du yuant judiciaire, le président du yuant d'examen, les commissaires du

quant législatif et les commissaires du quant de contrôle. L'article 19 du même projet a déclaré que le citoyen de la République chinoise a le droit d'élection, le droit de révocation, le droit de referendum, le droit d'initiative, selon les lois. L'article 42 du même projet a déclaré que le président de la République, conformément aux lois, a le droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires civils et militaires. C'est ainsi que l'on peut dire que la conception du statut du fonctionnaire en Chine, au moment de la période de constitution, est à base démocratique proprement dit. *Le pouvoir de nomination et de révocation est absolument libre.*

SECTION II

Le problème du statut

I

Le problème de la situation juridique du fonctionnaire de l'administration

La situation juridique du fonctionnaire dans l'administration a une place prépondérante dans le statut des fonctionnaires. Les législateurs et les auteurs, non seulement ne donnent pas une définition précise de cette situation, mais il y a encore divergence dans leurs idées : les uns considèrent le fonctionnaire comme dans une situation contractuelle, les autres, dans une situation statutaire ou légale. M. Berthélémy, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a divisé les fonctionnaires publics en deux catégories : les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires de gestion. Les

fonctionnaires d'autorité sont dans une situation statutaire vis-à-vis de l'administration; les fonctionnaires de gestion sont dans une situation contractuelle vis-à-vis de l'administration (1).

Nous pensons que le fonctionnaire vis-à-vis de l'administration est dans une situation statutaire. En général, tous les devoirs et les droits du fonctionnaire sont fixés d'une façon préalable, générale et impersonnelle par les lois ou par les règlements. Le fonctionnaire n'émet aucune volonté. Au contraire, si la situation juridique vis-à-vis de l'administration est une situation contractuelle, bien entendu, ses droits et ses devoirs doivent être fixés selon l'esprit d'un contrat.

II

Les individus des différentes catégories collaborant au service public conformément au statut, appartiennent-ils au cadre des fonctionnaires ?

C'est encore une question importante du statut des fonctionnaires. Le service public est géré par les fonctionnaires proprement dit, pour satisfaire aux besoins collectifs, il est très souvent nécessaire de collaborer avec différentes catégories d'individus dans le service public. Tous ces individus ne sont pas assujettis aux droits et pouvoirs des fonctionnaires; certains ont une situation juridique toute spéciale vis-à-vis de l'administration. Il faut distinguer les individus collaborant au service public en deux catégories.

PREMIÈRE CATÉGORIE. — Les individus collaborant au service public et appartenant au cadre des fonctionnaires.

(1) BERTHÉLÉMY : *Traité élémentaire de droit administratif*, 13^e édition, p. 55.

Les individus collaborant au service public sont appelés fonctionnaires. Mais à quel caractère juridique les reconnaît-on? C'est le problème du statut. Le législateur ne l'a pas réglé dans un texte, on ne peut trouver que quelques éléments essentiels dans des textes épars.

1° Le premier élément essentiel est le mode du recrutement des fonctionnaires. Actuellement, tous les fonctionnaires publics sont recrutés par voie de nomination, soit par le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang, soit par le conseil du yuant exécutif, soit par l'autorité compétente. Par aucun autre moyen, un individu ne peut devenir fonctionnaire.

2° Deuxième élément essentiel : *Le service public en régie*. — Le service public est parfois géré directement par l'administration, mais souvent elle se décharge de cette fonction au profit d'un particulier ou d'une société privée. L'activité personnelle d'un fonctionnaire doit être d'assurer la marche d'un service public géré directement par l'administration elle-même, c'est-à-dire un service en régie. Autrement, il ne peut pas être considéré comme un fonctionnaire; par conséquent, le service public en régie est également un élément essentiel.

3° Troisième élément essentiel : *L'emploi dans un service public*. — Le fonctionnaire doit avoir un emploi déterminé dans un service public.

4° Quatrième élément essentiel : *Permanence de l'emploi*. — Le fonctionnaire, non seulement doit avoir un emploi déterminé dans un service public, mais cet emploi doit avoir une certaine permanence. Un fonctionnaire ne peut être dans un emploi accidentellement.

Ainsi, si un individu réunit ces quatre éléments essentiels, il possède le caractère juridique de fonctionnaire; il appartient au cadre des fonctionnaires.

DEUXIÈME CATÉGORIE. — Les individus collaborant au service public mais n'appartenant pas au cadre des fonctionnaires.

Dans cette catégorie, nous trouvons les concessionnaires, les auxiliaires, les personnes réquisitionnées.

1° *Les concessionnaires.* — Les concessionnaires d'un service public sont dans une situation différente par rapport aux fonctionnaires.

Ce sont des individus qui se chargent d'assurer la marche d'un service public concédé, à une certaine condition fixée par l'administration. Ils demeurent juridiquement de simples particuliers. Evidemment, ils n'appartiennent pas au cadre des fonctionnaires.

2° *Les auxiliaires.* — Ils diffèrent des fonctionnaires, car ils collaborent à un service en régie par suite d'un accord avec l'administration; mais ils diffèrent des fonctionnaires, car ils sont employés accidentellement, occasionnellement et généralement pour un temps limité, au fonctionnement d'un service public. Ils ne remplissent aucun des éléments essentiels qui révèlent le caractère juridique des fonctionnaires.

3° *Les personnes réquisitionnées.* — Ce sont des personnes qui, lorsqu'elles sont recrutées, collaborent au fonctionnement d'un service public par ordre de l'autorité compétente. Elles sont recrutées accidentellement, occasionnellement et, de ce fait, sont toujours en dehors du cadre des fonctionnaires.

SECTION III

La hiérarchie des fonctionnaires

Il est indispensable de classer les fonctionnaires d'après l'importance des fonctions qui leur sont confiées, afin de fixer pour chacune de ses classes le degré d'instruction nécessaire exigible au moment de la nomination et les droits et devoirs attachés à chacune des fonctions.

Il est évident que l'on exigera plus de capacité et de garantie morale d'un fonctionnaire du cadre supérieur que d'un fonctionnaire subalterne, dont les devoirs sont d'une importance moindre. En contrepartie, on accordera des droits (traitement, frais de représentation, etc...) plus importants au fonctionnaire du cadre supérieur, en raison de la responsabilité plus grande attachée à sa fonction.

Le gouvernement de la République a fixé la hiérarchie des fonctionnaires des ministères dans un état promulgué le 10 novembre 1927; il a rendu public les traitements des fonctionnaires civils le 28 octobre 1928.

De l'examen de ces textes officiels, il résulte que la hiérarchie des fonctionnaires comprend quatre grades différents comportant au total dix-sept classes.

Premier grade : Te Jen.

C'est le plus haut grade hiérarchique de l'administration chinoise; il est accessible par nomination spéciale du gouvernement et correspond au titre de ministre; il ne comporte par conséquent qu'une classe.

Deuxième grade : Kien Jen; il comprend quatre classes.

Troisième grade : Tsien Jen; il comprend cinq classes.

Quatrième grade : Wei Jen ; il comprend sept classes.

La hiérarchie des fonctionnaires déterminée par la promulgation du 10 novembre 1927 concerne les fonctionnaires des ministères. Nous la donnons dans le tableau ci-après.

LES FONCTIONS PUBLIQUES	LA HIÉRARCHIE DES FONCTIONNAIRES
<i>Les ministres.</i>	« Te Jen ».
<i>Les sous-secrétaires d'Etat.</i>	Première classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les secrétaires généraux.</i>	De la cinquième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les présidents de « Shu ».</i>	De la troisième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les conseillers.</i>	De la quatrième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les présidents de « Chih ».</i>	De la quatrième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les présidents de « Tru ».</i>	De la quatrième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les présidents de « Chu ».</i>	De la quatrième classe à la deuxième classe du grade « Kien Jen ».
<i>Les secrétaires.</i>	De la troisième classe à la quatrième classe du grade « Tsien Jen ».
<i>Les chefs de section.</i>	De la quatrième classe à la première classe du grade « Tsien Jen ».
<i>Les contrôleurs.</i>	De la cinquième classe à la deuxième classe du grade « Tsien Jen ».
<i>Les inspecteurs.</i>	De la cinquième classe à la deuxième classe du grade « Tsien Jen ».

LES FONCTIONS PUBLIQUES	LA HIÉRARCHIE DES FONCTIONNAIRES
<i>Les agents des sections de première classe.</i>	Première classe du grade « Wei Jen ».
<i>Les agents des sections de deuxième classe.</i>	De la troisième classe à la deuxième classe du grade « Wei Jen ».
<i>Les agents des sections de troisième classe.</i>	De la septième classe à la cinquième classe du grade « Wei Jen ».
<i>Les notaires.</i>	De la septième classe à la cinquième classe du grade « Wei Jen ».

(1)

SECTION IV

Les catégories de fonctionnaires

Compte tenu de leurs grades et de leurs classes, les fonctionnaires peuvent être classés différemment :

1° Les fonctionnaires de l'administration centrale et les fonctionnaires des administrations locales.

Cette division tient compte de ce que le fonctionnaire a tenu un emploi au gouvernement central ou, au contraire, dans un gouvernement local.

2° Les fonctionnaires supérieurs et les fonctionnaires inférieurs.

Les fonctionnaires, d'après la hiérarchie, peuvent être divisés en fonctionnaires supérieurs et fonctionnaires inférieurs. Les fonctionnaires supérieurs sont les fonctionnaires des grades « Te Jen », « Kien Jen » et « Tsien Jen ». Les fonctionnaires inférieurs sont ceux du grade « Wei Jen »; ces derniers sont nommés directement par l'autorité compétente.

(1) Shu, Chih,,⁶ Tru et Chu sont les désignations des bureaux des ministères.

3° Les fonctionnaires civils et les fonctionnaires militaires, selon qu'ils sont chargés d'exécuter une mission civile ou militaire.

4° Les fonctionnaires administratifs et les fonctionnaires judiciaires, selon que leurs attributions sont administratives ou judiciaires.

5° Les fonctionnaires en chef et les fonctionnaires ordinaires.

Cette dernière discrimination tient compte de l'autorité qu'il est indispensable de donner à l'un d'entre eux pour diriger les autres et faire exécuter le travail selon certains principes directeurs.

On rencontre fréquemment, à côté d'un fonctionnaire en chef, un adjoint qui est susceptible de le remplacer dans ses fonctions et qui l'aide dans la direction et l'exécution des affaires. Par exemple, l'article 2 de la loi organique du ministère de la Chancellerie édicte que ce ministère institue un ministre « Te Jen » qui est investi de la direction et de la surveillance des fonctionnaires subordonnés; il institue un vice-ministre « Kien Jen » qui aide le ministre dans la gestion des affaires ministérielles.

6° Les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires de gestion.

D'après le pouvoir des fonctionnaires, on distingue les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires de gestion. Les fonctionnaires d'autorité sont des fonctionnaires qui ont un pouvoir de participation et de décision dans les affaires nationales. Les fonctionnaires de gestion sont des fonctionnaires qui exécutent les décisions du fonctionnaire d'autorité.

Le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang a décidé dans ses 198^e et 317^e séances que les fonctionnaires d'autorité étaient :

1° Les commissaires du gouvernement de la République;

2° Les présidents, les vice-présidents et les commissaires des yuants;

3° Les ministres et les vice-ministres, les sous-secrétaires d'Etat de fonction politique, les présidents et les vice-présidents des comités;

4° Les présidents, les commissaires, les présidents des départements et des gouvernements provinciaux.

CHAPITRE II

ADMISSION DANS UN EMPLOI PUBLIC

SECTION PREMIÈRE

Notions générales

Dans une démocratie, tous les citoyens étant égaux, peuvent prétendre, s'ils remplissent les conditions exigées, à une fonction publique.

La convention chinoise de la période de la tutelle politique est formelle sur ce point.

I

Conditions exigées pour l'admission à un emploi public

Dans nos lois modernes, les conditions nécessaires sont, soit des conditions d'attachement à la chose publique et au pays, soit des conditions d'aptitude morale, soit des conditions d'aptitude intellectuelle.

1° Condition d'attachement à la chose publique et au pays.

a) *La nationalité.* — Pour avoir le droit d'accès aux fonctions publiques, il faut posséder la nationalité chinoise. L'article 12 de nos lois sur la nationalité

dit que « le ministère de l'Intérieur refuse aux fonctions militaires et civiles en Chine celui qui a perdu la nationalité chinoise ». L'article 5 du règlement concernant la pension des fonctionnaires précise que « si l'on a perdu la nationalité chinoise, on a perdu du même coup le droit à la pension de retraite ». Théoriquement, le droit d'accès aux fonctions publiques est un droit réservé aux citoyens chinois : les étrangers n'en ont pas la jouissance.

Le fonctionnaire doit être fidèle à ses fonctions (1) ; il est astreint au secret professionnel. Par conséquent, la nationalité est la condition sans laquelle un individu ne peut prétendre à l'accès à une fonction publique.

b) *La naturalisation.* — Les étrangers obtiennent la nationalité chinoise par voie de naturalisation. En principe, ils ne peuvent pas immédiatement bénéficier du droit d'accès aux fonctions publiques. Ils ont simplement l'exercice des droits du citoyen, liberté de la presse, du commerce et de l'industrie.

La loi chinoise ne permet pas au citoyen ayant obtenu la nationalité chinoise par naturalisation, pas plus qu'à sa femme ni à ses enfants, l'accès à certaines fonctions publiques, alors que pour les autres fonctions il suffit d'un certain temps depuis la naturalisation pour pouvoir y prétendre.

Les fonctions faisant l'objet de cette restriction sont les suivantes :

1° Commissaires du gouvernement de la République, présidents des yuants, présidents des ministères, présidents des commissions ;

2° Commissaires du yuant législatif et du yuant de contrôle ;

3° Ambassadeurs, ministres.

(1) *Règlement du service des fonctionnaires*, art. 1^{er}.

- 4° Officiers des armées de terre, de mer et de l'air;
- 5° Commissaire des gouvernements provinciaux;
- 6° Maire d'une municipalité à régime spécial;
- 7° Employé des diverses classes d'autonomie locale (1).

Mais au bout d'une certaine durée, selon la loi, les étrangers naturalisés peuvent demander au gouvernement de la République d'annuler les restrictions d'accès aux fonctions publiques, s'ils remplissent les conditions suivantes (2) :

- 1° Avoir un domicile fixe se trouvant en Chine;
- 2° Etre âgé de vingt ans;
- 3° Avoir une bonne aptitude morale;
- 4° Connaître la langue et la littérature chinoises;
- 5° Etre fidèle au gouvernement chinois;
- 6° Etre propriétaire ou avoir une profession suffisamment rémunératrice pour pouvoir en vivre.

Au contraire, si un citoyen de nationalité chinoise a obtenu une nationalité étrangère, il n'a plus droit d'accès aux fonctions publiques.

2° Conditions d'aptitude morale.

Cette condition est aussi importante que la condition de nationalité. La fonction publique est gérée par un groupe d'individus; or, si l'on veut que les pouvoirs publics soient gérés régulièrement, il faut d'abord les doter de fonctionnaires honnêtes présentant toutes les garanties morales indispensables. Nos lois interdisent l'accès aux fonctions publiques aux citoyens dont les garanties morales sont suspectes ou insuffisantes.

(1) *Loi sur la naturalisation*, art. 9.

(2) *Règlement sur la vérification et l'annulation des restrictions imposées aux citoyens naturalisés chinois*, art. 2.

1° *La dégradation.* — La dégradation est une sorte de peine criminelle. Tout citoyen ayant subi cette peine perd en même temps :

- a) le droit d'accès aux fonctions publiques;
- b) le droit d'être candidat pour les élections aux fonctions publiques;
- c) le droit d'élection, de révocation, d'initiative et de referendum (1).

2° *La destitution.* — C'est une peine disciplinaire. Les fonctionnaires destitués par l'autorité compétente perdent le droit d'accès aux fonctions publiques pendant une certaine durée fixée par la loi.

3° Cas divers ne permettant pas l'accès aux fonctions publiques.

N'ont, en outre, pas droit d'accès aux fonctions publiques :

- a) ceux qui doivent au trésor public;
- b) ceux qui ont été condamnés à une peine infamante (2).

3° *Conditions d'aptitude intellectuelle.*

Cette condition est très importante car, selon le choix, on a des citoyens plus ou moins dignes et capables de gérer les affaires publiques. Plusieurs méthodes sont prévues dans nos lois pour choisir les fonctionnaires les plus capables et les plus dignes.

a) Pour pouvoir prétendre au grade de « Kien Jen », il faut remplir l'une des conditions suivantes :

1° Ceux qui, étant fonctionnaires ou ex-fonctionnaires de grade « Kien Jen », ont passé la vérification de discrimination de caractère des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires.

(1) *Droit pénal*, art. 36.

(2) *Loi de nomination des fonctionnaires*, art. 6.

2° Ceux qui, étant fonctionnaires ou ex-fonctionnaires depuis plus de deux ans et ayant assuré la fonction de la classe supérieure au grade de « Tsien Jen », ont passé la vérification de discrimination de caractère ou la vérification des mérites des fonctionnaires.

3° Ceux qui ont été fonctionnaires d'autorité pendant plus de deux ans et qui demandent leur réintégration.

4° Ceux qui ont rendu de grands services à la République ou ont été à son service pendant plus de dix ans après avoir favorisé la Révolution;

5° Ceux qui ont fait des découvertes ou enrichi par un ouvrage important le domaine scientifique ou artistique de l'Etat (1);

b) Pour pouvoir entrer dans l'administration avec le grade de « Tsien Jen », il faut remplir l'une des conditions suivantes :

1° Avoir passé le concours des fonctionnaires supérieurs ou avoir passé un concours équivalent;

2° Etre fonctionnaire ou ex-fonctionnaire de grade de « Tsien Jen » et avoir passé la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;

3° Etre ou avoir été pendant plus de trois ans fonctionnaire dans la classe supérieure du grade de « Wei Jen » et avoir subi la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;

4° Avoir bien mérité de la République ou lui avoir accordé ses services pendant plus de sept ans et avoir bien mérité de la Révolution;

5° Posséder un diplôme, soit d'une université chinoise, soit étrangère accepté par le ministère de l'édu-

(1) *Loi de nomination des fonctionnaires*, art. 2.

cation et avoir traité une question qui a été admise par le ministère (1) ;

c) Pour pouvoir entrer dans l'administration avec le grade de « Wei Jen », il faut remplir l'une des conditions ci-après :

1° Avoir réussi au concours général des fonctionnaires ou avoir réussi un concours équivalent ;

2° Etre ou avoir été fonctionnaire au grade de « Wei Jen » et avoir passé la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires ;

3° Avoir été employé pendant plus de trois ans dans une fonction publique et avoir donné entière satisfaction, tant au point de vue moral que matériel ;

4° Avoir servi la Révolution pendant plus de cinq ans, et avoir bien mérité d'elle ;

5° Avoir un diplôme d'une école technique (2).

II

Formules de nomination des fonctionnaires

Selon nos lois, tous les fonctionnaires sont recrutés par une lettre de nomination qui varie selon les différents grades des fonctionnaires.

1° La lettre de nomination des fonctionnaires de grade de « Te Jen » et de grade de « Kien Jen » est délivrée par le gouvernement de la République, signée par le président de la République et les présidents des Yuants ; le sceau du gouvernement de la République y est apposé.

2° La lettre de nomination des fonctionnaires de grade de « Tsien Jen » est délivrée par le gouvernement de la République, signée par le président de la

(1) *Loi de nomination des fonctionnaires*, art. 3.

(2) *Ibid.*, art. 4.

République et le président du yuant compétent; le sceau du gouvernement de la République y est également apposé.

3° La lettre de nomination des fonctionnaires de grade de « Wei Jen » est délivrée et signée par l'autorité compétente; elle porte le sceau de cette autorité.

III

Situation juridique de l'acte de nomination

1° *Les différentes théories de l'acte de nomination.*

L'acte juridique de nomination est d'une étude très difficile, mais il y a des théories très connues qui le concernent et qui nous donnent des indications très utiles. Ce sont :

1° *La théorie contractuelle.* — Les fonctionnaires sont nommés à la suite d'un accord de volontés entre l'autorité qui nomme et le fonctionnaire qui est nommé. Cet accord diffère des accords ordinaires, car il est imprégné de commandements;

2° *La théorie unilatérale.* — Tous les fonctionnaires sont nommés de par la seule volonté d'une autorité compétente. Il n'y a aucun accord avec celui qui est nommé;

3° *La théorie collective.* — C'est la dernière théorie du Professeur L. Duguit sur l'acte juridique de nomination des fonctionnaires. D'abord M. Duguit a prétendu que l'acte juridique de nomination était un acte unilatéral. Puis il a dit que l'acte juridique de nomination était un acte d'union; enfin, il a estimé que l'acte juridique de nomination des fonctionnaires n'était ni un acte unilatéral, ni un acte d'union, mais un acte collectif. L'auteur de la nomination n'est pas

déterminé dans son acte par la volonté de celui qui est nommé, mais seulement par le but qui s'impose à lui d'assurer le fonctionnement du service public; sa volonté n'a pas pour objet la naissance d'une créance ou d'une dette au profit ou à la charge de la prétendue personne administrative dont il serait le représentant; elle a pour objet le fonctionnement du service. La volonté du fonctionnaire nommé n'est pas déterminée par celle du gouvernement qui nomme; elle n'a pas pour objet la naissance d'une dette ou d'une créance, mais la soumission à la loi du service; elle est déterminée aussi par le fonctionnement du service et, assurément, par les avantages que la loi accorde à ceux qui participent à ce fonctionnement (1).

Nous pensons que l'acte juridique de nomination est un acte légal, car le fonctionnaire est nommé lorsque le fonctionnement d'un service public l'exige, selon des conditions qui sont fixées préalablement, généralement par la loi. L'autorité ne peut nommer que les fonctionnaires d'après la loi. Elle n'a aucun pouvoir pour modifier la situation de celui qui est nommé, c'est-à-dire que la situation de celui qui est nommé est fixée par la loi; en conséquence, l'acte de nomination est un acte légal.

2° *L'acte juridique de nomination en Chine.*

L'acte juridique de nomination en Chine est un acte légal; l'autorité qualifiée ne peut nommer que les fonctionnaires conformément à la loi. Les situations des fonctionnaires sont fixées par la loi. Il n'y a aucun accord de volonté entre l'autorité qui nomme et celui qui est nommé; ce dernier est tenu d'accepter

(1) L. DUGUIT : *Traité de de droit constitutionnel*, 2^e édition, III, 1923, p. 115.

la nomination. L'article 23 du projet de constitution du yuant législatif du 16 octobre 1934 a déclaré que le citoyen de la République chinoise a l'obligation d'accepter une fonction publique s'il est nommé selon la loi. C'est ainsi que l'acte juridique de nomination en Chine est un acte essentiellement légal.

DEUXIÈME SECTION

Mode de recrutement des fonctionnaires

Le recrutement des fonctionnaires est une action qui consiste à investir un individu d'une fonction publique. En droit public chinois, il y a trois modes différents de recrutement :

- 1° La nomination;
- 2° Le concours;
- 3° L'élection.

I

La nomination

1° *L'autorité détient le pouvoir de nomination.*

L'étude de cette question est très complexe, car d'après les lois actuelles de la Chine, différentes catégories représentant l'autorité possèdent le droit de nomination; l'autorité qui nommera pourra donc varier selon certaines considérations. Non seulement elle peut varier avec le grade des fonctionnaires, mais encore selon la période pendant laquelle la nomination aura lieu.

Nous allons examiner immédiatement cette question de nomination pendant la période de la tutelle politique puis ensuite pendant la période constitutionnelle.

a) NOMINATION PENDANT LA TUTELLE POLITIQUE
(PÉRIODE ACTUELLE)

L'autorité est divisée en trois catégories qui peuvent nommer des fonctionnaires, à savoir :

1° *Le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang.* — Nous avons dit que pendant la tutelle politique le régime politique chinois est à base dictatoriale et dépend du Kuomintang. C'est ainsi que le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang est l'autorité supérieure pour nommer les fonctionnaires. D'après la décision de mars 1930 du conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang il nomme tous les fonctionnaires d'autorité du gouvernement de la République, ceux du grade de « Te Jen » et les envoyés spéciaux (1).

2° *Le conseil du yuant exécutif.* — D'après la même décision, le conseil du yuant exécutif nomme de son propre chef tous les fonctionnaires autres que les fonctionnaires d'autorité, les fonctionnaires du grade de « Te Jen » et les envoyés spéciaux qui sont nommés par le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang (2).

3° *L'autorité compétente.* — Enfin, l'autorité compétente est la troisième autorité qui a le pouvoir de nommer les fonctionnaires de gestion; c'est aussi à son sujet que des complications surgissent.

En effet, certains fonctionnaires sont nommés par l'autorité compétente, d'autres par l'autorité *supérieure* compétente; par exemple, le gouvernement sous-préfectoral qui est un organisme subordonné du département civil provincial voit ses sous-préfets nommés par le gouvernement provincial sur la pro-

(1) *Supra*, chap. 1^{er}, pp. 3 et 4.

(2) *Ibid.*

position du président du tribunal civil. Les chefs de section et le secrétaire des mêmes sous-préfectures sont nommés par le département civil du gouvernement provincial, sur la demande du sous-préfet et, enfin, c'est le sous-préfet qui nomme de son propre chef les autres fonctionnaires de son département (1).

b) LA PÉRIODE DE LA CONSTITUTION

Nous avons dit que le régime politique au moment de la constitution est tout à fait transformé. Naturellement, les autorités compétentes pour la nomination des fonctionnaires ne seront pas les mêmes que lors de la période de la tutelle politique. D'après le projet de constitution du yuant législatif du 16 octobre 1934, l'autorité de nomination des fonctionnaires se divise selon les catégories suivantes :

1° *L'assemblée nationale.* — C'est l'autorité supérieure d'élection des fonctionnaires et la plus importante du gouvernement de la République; elle élira le président et le vice-président de la République, le président du yuant législatif, le président du yuant de contrôle, les commissaires du yuant législatif et du yuant de contrôle;

2° *Le pouvoir exécutif.* — C'est le président du gouvernement de la République qui nomme tous les fonctionnaires civils et militaires (2);

3° *L'autorité compétente.* — L'autorité compétente nomme les fonctionnaires subordonnés conformément à la loi;

4° *Les populations des districts et des municipalités.* — Elles sont également considérées en Chine

(1) *Loi organique du gouvernement sous-préfectoral.*

(2) *Projet de constitution du yuant législatif, du 16 octobre 1934, art. 42.*

comme un pouvoir de nomination au moment de la période de la constitution. Les populations des districts éliront le sous-préfet du gouvernement sous-préfectoral, les populations des municipalités éliront leur maire (1).

2° *Les limites du pouvoir de nomination.*

Le pouvoir de nomination des fonctionnaires n'est pas un pouvoir discrétionnaire; il est toujours limité, soit par les conditions personnelles des fonctionnaires, soit par la voie de présentation et la voie de proposition, soit par les places réservées; laissons de côté les deux derniers cas.

a) PAR VOIE DE PRÉSENTATION ET PROPOSITION

1° *La présentation.* — Les candidats reçus au concours des fonctionnaires sont présentés par la chancellerie. Le pouvoir de nomination doit les nommer en premier lieu s'il y a des places en suffisance (2).

2° *La proposition.* — Elle est différente de la présentation; c'est le pouvoir de nomination qui doit nommer les fonctionnaires d'organismes subordonnés sur la proposition de leur autorité compétente; par exemple, le sous-préfet est nommé par le gouvernement provincial sur la proposition de son autorité compétente, le président du département civil du gouvernement provincial (3).

b) LES PLACES RÉSERVÉES

Ce sont des places de fonctionnaires d'autorité qui sont réservées à certaines personnalités; par exemple

(1) *Ibid.*, art. 117 et 127.

(2) *Loi de nomination des fonctionnaires*, art. 10.

(3) *Loi organique du gouvernement sous-préfectoral*.

les places de président de la République, des commissaires du gouvernement de la République, de présidents et de vice-présidents des yuants sont réservées aux commissaires du comité exécutif central du Kuomintang (1). La place de président du gouvernement provincial, de président des départements du gouvernement provincial sont réservées aux commissaires du gouvernement provincial (2), c'est-à-dire que le pouvoir de nomination qui est le Kuomintang réserve au fur et à mesure des places vacantes ces hautes fonctions aux membres de son comité exécutif central, de telle façon que les dirigeants du Kuomintang se trouvent également être les dirigeants de la République chinoise.

II

Le concours

Le concours est également un procédé de recrutement des fonctionnaires publics. Il a pris récemment en Chine un développement considérable. Depuis la révolution de 1926, le gouvernement de la République chinoise possède cinq pouvoirs; le pouvoir d'examen est indépendant des autres pouvoirs de la République (3). C'est un organe suprême du gouvernement de la République. Il est chargé de l'organisation des concours pour la nomination des fonctionnaires. Il se compose de deux organes; l'un est le comité d'examen, l'autre le ministère de la Chancellerie (4). Donc, à l'heure actuelle, tous les emplois de fonctionnaires civils, judiciaires, diplomatiques, techniques et autres sont mis au concours.

(1) *Loi organique du gouvernement de la République*, art. 10.

(2) *Loi organique du gouvernement provincial*, art. 4 et 16.

(3) *Loi organique du gouvernement de la République*, art. 8.

(4) *Loi organique du gouvernement de la République*, art. 42; *Loi organique du yuant d'examen*, art. 1^{er} et 2.

1° *Les diverses sortes de concours.*

Les articles 3 et 4 de la loi de concours prévoient trois sortes de concours.

1° *Les concours généraux.* — Ce sont les concours initiaux; ils sont institués dans le but de recruter les fonctionnaires généraux du grade de « Wei Jen ».

2° *Les concours supérieurs.* — Ils sont institués dans le but de recruter les fonctionnaires supérieurs, du grade de « Tsien Jen ».

3° *Les concours spéciaux.* — Ce sont des concours qui ont pour but le recrutement des fonctionnaires techniques destinés à une fonction technique dans un service public; par exemple : le concours des fonctionnaires des postes et des fonctionnaires d'administration des frontières.

2° *Les conditions des concours.*

Ce sont des conditions fixées par le législateur et auxquelles doivent satisfaire les candidats pour pouvoir faire acte de candidature; ces conditions sont variables suivant le concours auquel le candidat désire prendre part; certaines de ces conditions sont communes aux différents concours, par exemple l'état de santé du candidat.

a) LES CONDITIONS DES CONCOURS GÉNÉRAUX

L'article 6 de la loi de concours et l'article 12 du règlement de mise en vigueur de cette loi édictent que les citoyens chinois, pour avoir le droit de postuler aux concours généraux, doivent remplir les conditions suivantes :

1° Posséder le diplôme d'une des écoles publiques ou d'une école libre reconnue par le ministère de l'éducation (enseignement secondaire);

2° Posséder une instruction équivalente à celle donnée dans l'enseignement secondaire et avoir été admis à l'examen de capacité;

3° Présenter un certificat médical attestant de l'état de santé du candidat. Ne peuvent se présenter au concours que les candidats qui ont remis ce certificat obligatoire et après contrôle d'exactitude par le bureau d'inscription.

Tout candidat atteint d'une des maladies suivantes ne peut se faire inscrire :

1° Maladie contagieuse;

2° Maladie nerveuse;

3° Invalidité quelconque pouvant nuire à l'exercice normal de la fonction (1).

b) LES CONDITIONS DU CONCOURS SUPÉRIEUR

Les citoyens chinois, pour avoir le droit de postuler aux concours supérieurs, doivent remplir une des conditions suivantes :

1° Posséder un diplôme d'une université publique, d'une université libre ou d'une faculté indépendante, agréée par le ministère de l'éducation ou encore d'une école d'enseignement technique;

2° Posséder un diplôme d'une université, d'une faculté indépendante ou d'une école d'enseignement technique étrangère agréée par le ministère de l'éducation;

3° Posséder une instruction équivalente à celle donnée par une université ou une école d'enseignement technique et avoir été accepté à l'examen de capacité;

(1) *Règlement de vérification des certificats physiques des candidats*, art. 3.

4° Posséder une instruction scientifique ou artistique suffisante ou présenter un ouvrage technique accepté par les services après vérification;

5° Avoir été admis aux concours généraux depuis au moins quatre ans, être fonctionnaire au grade de « Wei Jen » ou à un grade équivalent depuis trois ans au moins (1);

6° La santé. Les mêmes conditions que pour le concours précédent sont exigées de tous les candidats à n'importe quel emploi public (2).

c) LES CONDITIONS DES CONCOURS SPÉCIAUX

Les conditions des concours spéciaux varient selon les différentes catégories de fonction spéciale. On y rencontre les conditions communes suivantes :

1° Instruction de l'enseignement supérieur;

2° Instruction technique en art ou en science;

3° Avoir été fonctionnaire précédemment;

4° Avoir fourni un ouvrage technique admis par les services de vérification;

5° Posséder des capacités spéciales pour la fonction qui a été mise au concours.

Tous les citoyens chinois, à partir d'un certain âge et remplissant une des conditions précédentes peuvent se présenter aux concours spéciaux.

Il y a encore une exception pour les concours des fonctionnaires aux administrations frontières. Tous les candidats aux concours spéciaux doivent habiter près des frontières (3).

(1) *Lois de concours*, art. 7.

(2) *Règlement de mise en vigueur de la loi de concours*, art. 12.

(3) *Règlement des agents de fonction postale et des fonctionnaires d'administration frontière des concours spéciaux*.

**d) CONDITIONS DE MORALITÉ EXIGÉES DES CANDIDATS
AUX DIFFÉRENTES SORTES DE CONCOURS**

Ces conditions sont variables et s'appliquent aux candidats aux différentes sortes de concours. Si une des conditions d'immoralité suivantes est relevée, le candidat ne peut se présenter au concours :

- 1° Ceux qui ont été privés des droits civiques;
- 2° Ceux qui sont redevables au trésor public;
- 3° Ceux qui ont été condamnés à une peine infamante (1).

e) CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

Ce sont des conditions qui favorisent les citoyens qui habitent à la frontière où il y a moins de citoyens cultivés.

L'article 6 de la loi de concours édicte que les candidats aux concours généraux doivent avoir une instruction équivalente à celle de l'enseignement secondaire, mais d'après l'article 2 du règlement de mise en vigueur de la loi de concours, les candidats des zones frontières sont plus favorisés.

Pour ceux-ci, en effet, on exige une instruction secondaire élémentaire pour pouvoir participer aux concours généraux alors que les autres doivent avoir une instruction secondaire supérieure.

3° *Le lieu et la date des concours.*

Les dates et lieux des concours généraux sont fixés trois mois à l'avance par le yuant d'examen.

Ceux des concours spéciaux, au contraire, sont fixés par le même yuant, mais selon la nécessité des circonstances.

(1) *Loi de concours*, art. 8.

4° *Examen de capacité des candidats.*

Nous avons vu précédemment qu'il n'était pas indispensable de posséder les diplômes précisés dans les conditions des concours, mais qu'il suffisait au candidat de prouver qu'il avait des connaissances équivalentes.

Les postulants qui se trouvent dans cette situation sont donc tenus de justifier leurs connaissances et, dans ce but, ils doivent se présenter à un examen préalable qui a lieu avant la date du concours proprement dit.

Si le résultat de cet examen leur est favorable, ils obtiennent le droit de candidature, soit aux concours généraux, soit aux concours supérieurs.

Il s'agit, par conséquent, d'un examen destiné à sélectionner les postulants ne présentant pas les garanties intellectuelles exigées, garanties sanctionnées normalement par un diplôme (1).

5° *La procédure des concours.*

Le concours est une opération compliquée comprenant une série d'actes dont les principaux sont les suivants :

a) VÉRIFICATION DES CERTIFICATS JURIDIQUES DES CANDIDATS AUX DIFFÉRENTES SORTES DE CONCOURS

Avant leur inscription, les candidats sont tenus de présenter à la commission d'examen les certificats requis par la loi. Si ces pièces sont jugées suffisantes, le comité délivre au postulant le certificat de capacité qui est valable jusqu'au moment où le concours aura lieu (2).

(1) *Règlement du concours de capacité des candidats.*

(2) *Règlement de mise en vigueur de la loi de concours, art. 9.*

b) L'INSCRIPTION

Les candidats aux différents concours doivent s'inscrire en remplissant les formalités suivantes :

1° Remplir une formule de renseignements personnels et de références;

2° Présenter le certificat de capacité permettant de concourir et fournir trois pièces d'identité;

3° Retirer l'imprimé de lettre de garantie qui devra être rempli par une personne honorable qui se porte garant du candidat;

4° Payer les droits de concours (1).

c) LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE CONCOURS

A la fin du concours, si les candidats sont reçus, le yuant d'examen leur délivre un certificat de concours attestant le résultat de l'examen.

d) LA NOMINATION DES CANDIDATS

REÇUS A CES CONCOURS

Les candidats admis à ces concours ont un droit de priorité sur les autres. Deux restrictions subsistent néanmoins :

1° Correspondance entre le concours et la fonction proposée;

2° Classement au concours.

a) *Correspondance entre le concours et la fonction proposée.* — Les candidats reçus au concours général ne peuvent prétendre qu'au grade de « Wei Jen ».

Par contre, ceux reçus au concours supérieur ont droit au grade de « Tsien Jen ».

b) *Classement au concours.* — Les candidats sont classés en trois groupes selon la mention qu'ils ont obtenue : très bien, bien ou passable.

(1) Règlement de mise en vigueur de la loi de concours, art. 11.

Les fonctions les plus intéressantes sont naturellement réservées aux candidats qui ont obtenu la meilleure mention. La mention passable oblige le candidat à effectuer un stage dont sont dispensées les autres mentions.

III

L'élection

Nous avons dit précédemment que dans un régime démocratique la souveraineté appartenait au peuple. Celui-ci peut faire acte de souveraineté de deux façons différentes :

1° *Souveraineté directe*. — Le peuple vote les lois, nomme les fonctionnaires, prend les décisions, etc...

2° *Souveraineté indirecte*. — Le peuple ne fait pas acte lui-même de souveraineté, il se borne à choisir des personnes qualifiées pour accomplir ces actes de souveraineté.

La République chinoise est une démocratie. La souveraineté appartient donc au corps entier du peuple chinois, qui n'exerce pas directement son droit souverain ; il élit ses représentants qui exercent son pouvoir à ses lieux et place.

L'élection est, par conséquent, le principal mode de recrutement des représentants du peuple pendant la période constitutionnelle.

2° *Les diverses catégories de fonctionnaires sont élues*

Nous avons dit que, pendant la période constitutionnelle, le régime politique chinois était démocratique, à base représentative et que les fonctionnaires importants étaient recrutés par voie d'élection ; ces fonctionnaires sont :

1° *Les délégués à l'Assemblée Nationale.* — Ils sont élus directement par le peuple et sont chargés d'exécuter les quatre pouvoirs politiques au nom du peuple. Ils sont des citoyens élus chargés d'une fonction publique.

2° Le président et le vice-président de la République, élus par l'Assemblée Nationale et investis du pouvoir exécutif.

3° *Le président du yuant législatif et le président du yuant de contrôle.* — Ces deux présidents des yuants sont élus par l'Assemblée, mais leurs attributions ne sont pas les mêmes : le président du yuant législatif est investi du pouvoir législatif; le président du yuant de contrôle est investi du pouvoir de contrôle.

4° Les commissaires du yuant législatif et les commissaires du yuant de contrôle, élus également par l'Assemblée Nationale.

5° Les conseillers provinciaux, élus par les conseils des districts et les conseils des municipalités. Ils ont les attributions suivantes :

a) Proposition du budget du gouvernement provincial au gouvernement central;

b) Proposition des projets de loi de la province au yuant législatif;

c) Le vote pour confirmer les lois avec disciplines et règles provinciales;

d) Proposition des améliorations et du renouvellement d'administration de leur province au yuant exécutif;

e) Proposition de révocation des fonctionnaires de la province au président du gouvernement de la province;

f) Vote des rapports du président du gouvernement de la province;

g) Proposition de toutes affaires et projets concernant la province au président du gouvernement de la province (1).

6° *Les conseillers de district.* — Ils sont élus par l'Assemblée Populaire du district et ont les attributions suivantes :

a) Vote des articles du budget et contrôle des comptes définitifs du district;

b) Vote de l'impôt;

c) Approbation de la gestion des propriétés appartenant au district et dont ils ont la libre disposition;

d) Contrôle des finances du district;

e) Vote des règlements et des disciplines du district;

f) Proposition concernant les améliorations à apporter dans l'administration du district et renouvellement du gouvernement du district;

g) Vote des rapports du sous-préfet du district;

h) Interpellation concernant toutes les affaires qui dépendent du sous-préfet du district (2).

7° *Les conseillers municipaux.* — Ils sont élus par l'Assemblée Populaire municipale pour diriger la municipalité.

8° *Le sous-préfet.* — C'est un gouverneur dans le district. Il est élu par l'Assemblée Populaire du district.

9° *Le maire.* — C'est également un gouverneur dans la municipalité; il est élu par l'Assemblée Populaire municipale.

1° *Les conditions d'éligibilité.*

Ce sont des conditions qui sont exigées des candi-

(1) *Projet de constitution du yuant législatif*, du 16 octobre 1934, art. 112.

(2) *Ibid.*, art. 120.

dates. Elles sont énumérées dans les lois ou dans les règlements et leur nombre est important.

1° *Il faut être électeur.* — C'est-à-dire remplir un certain nombre de conditions que nous examinons immédiatement :

- a) Posséder la nationalité chinoise;
- b) Être âgé de vingt ans;
- c) Avoir prêté le serment de citoyen;
- d) Ne pas avoir trahi le gouvernement de la République;
- e) Ne pas avoir été inculpé de forfaiture;
- f) Posséder les droits civiques;
- g) Ne pas être interdit;
- h) Ne pas avoir de maladie nerveuse (1).

2° *Age.* — Il varie selon les différentes fonctions électives, par exemple : les délégués d'Assemblée Nationale sont élus parmi les citoyens âgés de vingt-cinq ans au moins; le président de la République est élu parmi les citoyens de quarante ans au moins, etc.

3° *Domicile.* — C'est une condition spéciale pour l'élection par la circonscription. Il faut être domicilié dans la circonscription dans laquelle on se présente.

4° *Être membre d'un groupe professionnel.* — C'est une condition spéciale pour l'élection à une fonction professionnelle.

Dans toutes les conditions d'éligibilité ci-dessus nous constatons que le régime électif de la Chine actuelle est à base démocratique. Il n'y a aucun individu qui est investi d'un droit spécial par la loi d'élection; tous les individus chinois sont égaux en droit.

3° *Modes d'élection.*

Il y a deux modes d'élection :

(1) *Loi d'élection de l'Assemblée Nationale*, art. 3 et 4.

1° *L'élection professionnelle.* — Ce sont les électeurs d'un groupe professionnel qui élisent les fonctionnaires.

2° *L'élection de circonscription.* — Ce sont les électeurs d'une circonscription qui élisent les fonctionnaires; le nombre de ceux qui peuvent être élus varie selon le nombre des habitants de la circonscription.

SECTION III

Critique des diverses modalités de recrutement des fonctionnaires

Chacune des modalités de recrutement des fonctionnaires a un but spécial; chaque façon de procéder a ses avantages et ses inconvénients.

I

Avantages et inconvénients de la nomination des fonctionnaires

Dans cette modalité de recrutement des fonctionnaires il y a peu d'avantages et de nombreux inconvénients. Le mode de recrutement est simple et n'entrave pas la marche d'un service public en cas de vacance d'un emploi; l'autorité compétente peut nommer immédiatement un nouveau fonctionnaire apte à remplir cet emploi puisqu'il n'y a pas concours ni élection, mais simplement choix.

Le mode de recrutement par nomination présente des inconvénients théoriques et pratiques.

Inconvénients théoriques. — Dans les démocraties, les pouvoirs appartiennent au peuple; par conséquent, les fonctionnaires doivent travailler dans l'intérêt de

ce peuple. Or, lorsqu'ils sont recrutés par nomination, au lieu de dépendre du peuple, ils dépendent de celui qui les a nommés et il n'y a aucune obligation dans ce cas qu'ils tiennent compte de l'opinion publique.

Inconvénients pratiques. — Le recrutement des fonctionnaires par voie de nomination est arbitraire. Il est générateur de favoritisme. Donc, le recrutement des fonctionnaires par voie de nomination est souvent injuste, malhonnête et partial.

II

Les avantages et les inconvénients du recrutement par voie de concours

1° Les avantages.

Ils se divisent en deux points de vue, selon qu'il s'agisse d'une fonction générale ou d'une fonction technique.

1° Quand il s'agit de recruter des fonctionnaires d'une fonction générale, il y a les principaux avantages suivants :

- a) Sélection plus facile des candidats capables;
- b) Il n'y a aucune interdépendance entre l'autorité qui nomme et celui qui est nommé;
- c) Les fonctionnaires ainsi recrutés présentent des garanties pour exercer leurs fonctions;
- d) Le recrutement des fonctionnaires se fait ainsi d'une manière impartiale et exclut le favoritisme et le népotisme.

2° Quand il s'agit de recruter les fonctionnaires destinés à une fonction technique, c'est le meilleur procédé.

2° Les inconvénients.

Dans ce procédé le principal inconvénient est la corruption des fonctions. S'il y a une place vacante accidentellement, soit dans une fonction générale, soit dans une fonction technique, il est impossible de recruter un nouveau fonctionnaire immédiatement par le concours pour assurer l'emploi et la bonne marche du service public.

III

Les avantages et les inconvénients du recrutement par l'élection

1° Les avantages.

Dans cette modalité, il y a les nombreux avantages suivants :

Théoriquement. — Le recrutement des fonctionnaires publics par voie d'élection est purement à base démocratique. Tous les fonctionnaires publics sont recrutés selon l'opinion publique. Ils sont indépendants vis-à-vis de l'autorité supérieure; les fonctionnaires publics assurent la marche de la fonction publique selon les besoins publics et les intérêts généraux.

Pratiquement. — Les fonctionnaires élus sont souvent plus sages, plus honnêtes, plus capables, etc.

2° Les inconvénients.

Il y a encore de nombreux inconvénients. Les principaux inconvénients sont les suivants :

1° *La théorie du mandat.* — Les élus et les électeurs sont reliés par un mandat. Il y a un contrat entre les électeurs et les élus. Par conséquent, les élus sont dans une sorte de servitude par rapport à leurs élec-

teurs; quand ils agissent dans leurs fonctions ils doivent s'inspirer des désirs de leurs électeurs, sans quoi les électeurs les révoqueront.

Cette révocation par application de la théorie du mandat existe dans plusieurs constitutions, notamment en Suisse, à Berne, à Schaffouse, dans les différents états des Etats-Unis d'Amérique et en Chine, par exemple. L'article 30 du projet constitutionnel du yuant législatif du 16 octobre a réglé que :

a) La durée du mandat des membres délégués du peuple sera de quatre ans;

b) Le délégué du peuple, au cas où il aura violé la loi ou manqué à ses devoirs, sera révoqué par le district électoral précédent.

2° *La crainte de non-réélection.* — La durée du mandat des fonctionnaires élus est fixée par la loi; après la durée, on passe à la réélection. Dans ce cas, il y a un grand inconvénient : les intérêts particuliers passent alors avant les intérêts généraux.

3° *L'élection de « sympathie ».* — Les politiciens usent souvent de moyens illégaux : la flatterie ou la flagornerie, la pression, la corruption, etc., pour gagner les sympathies d'un collège électoral. Par conséquent, le recrutement des fonctionnaires par voie d'élection est médiocre et mauvais.

CONCLUSION

Nous avons étudié les diverses voies de recrutement des fonctionnaires publics. Chacune des modalités a ses avantages et ses inconvénients. Il n'y a pas une modalité qui soit véritablement parfaite et absolue. Parmi ces modalités, nous pensons que la modalité du concours semble être la meilleure et la plus impartiale; elle assure d'ailleurs le recrutement des fonctionnaires capables et impartiaux.

CHAPITRE III

CESSATION DE SERVICE DES FONCTIONNAIRES

SECTION PREMIÈRE

Régime juridique de la cessation de service des fonctionnaires

I

A quel organisme appartient le droit de faire cesser les services d'un fonctionnaire ?

En droit public chinois, ces droits appartiennent aux organismes qui nomment les fonctionnaires; nous allons examiner la question plus en détail selon qu'il s'agira du retrait de la fonction pendant la période de la tutelle politique ou pendant la période constitutionnelle.

1° *Pendant la période de la tutelle politique.*

a) *Le conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang.* — Nous avons indiqué qu'il avait la mission de nommer les fonctionnaires d'autorité du plus haut grade, en contre-partie, lui seul a le droit de les révoquer.

b) *Le conseil du yuant exécutif.* — D'après la décision du conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang de mars 1930, le conseil du yuant exécutif nomme et révoque tous les fonctionnaires d'autorité autres que les fonctionnaires d'autorité supérieure, les fonctionnaires du grade « Te Jen » et les envoyés spéciaux qui, comme nous venons de le voir, sont nommés et révoqués par le conseil politique central du Kuomintang.

c) *L'autorité compétente.* — Elle révoque tous les fonctionnaires de gestion.

2° Pendant la période constitutionnelle.

a) *Le collège électoral.* — Il a la mission de révoquer les fonctionnaires élus. Par exemple, le maire est élu par le collège électoral municipal; c'est ce collège et lui seul qui peut le révoquer.

b) *Le pouvoir exécutif.* — Le président du gouvernement de la République révoque tous les fonctionnaires civils et militaires qu'il a nommés.

c) *L'autorité compétente.* — L'autorité compétente est toujours considérée comme ayant le pouvoir de révoquer les fonctionnaires subordonnés.

II

Cas de cessation de service des fonctionnaires

Les cas de cessation de service des fonctionnaires sont très nombreux; toutefois, on peut les classer en quatre catégories.

PREMIÈRE CATÉGORIE

Cas de cessation définitive de service des fonctionnaires

Dans cette catégorie, on peut distinguer les cas de cessation définitive pour des raisons autres que des raisons disciplinaires et les cas de cessation pour raisons disciplinaires.

a) *Les cas de cessation définitive de service des fonctionnaires pour des raisons autres que des raisons disciplinaires.*

1° *Perte de l'une des conditions juridiques indispensables pour être nommé fonctionnaire.* — Nous avons dit que les individus ne peuvent être nommés à une fonction publique que s'ils remplissent certaines conditions, par exemple la nationalité chinoise est une condition indispensable pour avoir accès à une fonction publique; si un fonctionnaire a perdu la nationalité chinoise, il est évident qu'il perd en même temps sa fonction.

2° *Cessation de service résultant de l'expiration d'une certaine durée.* — C'est un cas spécial de cessation de service des fonctionnaires élus. On le rencontre très rarement pour les fonctionnaires nommés. Dans notre droit public, au moment de la période de la tutelle politique, tous les fonctionnaires publics sont nommés; il n'y a que le président de la République et les commissaires du yuant législatif qui cessent leurs services par l'expiration de la durée (1). Dans la période constitutionnelle, au contraire, nombreux seront les fonctionnaires publics élus et dont la durée

(1) Le président de la République et les commissaires du yuant législatif, au moment de la tutelle politique, sont nommés pour deux ans. (*Loi organique du gouvernement de la République*, art. 3 et 33.)

de la fonction sera fixée; à l'expiration de cette durée, ils doivent naturellement cesser leurs services.

3° *Le décès.* — C'est un cas de force majeure.

4° *Suppression de la fonction.* — Si, par suite de certaines circonstances une fonction est supprimée, le titulaire perd automatiquement son emploi.

5° *L'invalidité et la maladie.* — Les fonctionnaires, en cas de maladie ou d'invalidité, ne peuvent assurer l'exercice de leur service; ils doivent, par conséquent, cesser leur fonction (1).

6° *L'ancienneté.* — Ce sont des fonctionnaires qui cessent leurs services lorsqu'ils ont atteint la limite d'âge (2).

7° *L'incapacité.* — Il y a des individus qui ont pratiqué une fonction publique avant que la loi de nomination des fonctionnaires ait été publiée. Dans ce cas, leurs capacités doivent être vérifiées par le comité de vérification, si elle ne concorde pas avec la loi de nomination, ils doivent abandonner la fonction (3).

8° *L'acceptation de la démission.* — Il y a démission lorsque le fonctionnaire manifeste expressément son intention d'abandonner définitivement son emploi. Si la démission est acceptée par l'autorité compétente, le fonctionnaire démissionnaire doit quitter l'emploi. C'est en ce sens que l'acceptation de la démission fait sortir définitivement du service les fonctionnaires.

En Chine, pour assurer le bon fonctionnement du service, la démission est possible à la condition que celle-ci soit motivée suffisamment et n'entrave pas la marche du service; le fonctionnaire démissionnaire ne peut cesser l'exercice de sa fonction qu'à partir du jour fixé dans l'acte d'acceptation.

(1) *Règlement de congé des fonctionnaires*, art. 10; *Règlement de pension des fonctionnaires*, art. 3.

(2) *Règlement de pensions des fonctionnaires*, art. 3.

(3) La *Loi de vérification* discerne des capacités des fonctionnaires.

b) *Les cas de cessation définitive de service des fonctionnaires pour des raisons disciplinaires.*

Il s'agit de sanctions qui punissent, par l'obligation de cesser le service, les fonctionnaires ayant commis certaines fautes.

Quelles sont ces fautes?

1° *Violer la loi.* — Dans notre droit public, lorsqu'un fonctionnaire a commis une action contraire à la loi, différentes peines peuvent lui être appliquées :

- a) La révocation;
- b) La rétrogradation;
- c) La privation partielle de traitement;
- d) L'enregistrement de la faute;
- e) La réprimande (1).

La première de ces peines est, ainsi que son nom l'indique, un cas de cessation de fonction.

2° *Négligence dans l'exercice de la fonction.* — Les fonctionnaires ayant commis des négligences dans l'exercice de leur fonction, sont soumis à une peine disciplinaire comme les fonctionnaires qui ont violé la loi (2).

3° *La dégradation.* — C'est une peine précisée par le droit pénal chinois et qui est applicable, par conséquent, à tous les citoyens qu'ils soient fonctionnaires ou non, mais le fonctionnaire qui a encouru cette peine est dépouillé en même temps de l'exercice de sa fonction (3).

4° *Le mauvais rendement des fonctionnaires.* — Les mérites du fonctionnaire doivent être vérifiés à la fin de l'année, soit par l'autorité compétente, soit par l'autorité supérieure; c'est à ce moment que l'on décide d'accorder des récompenses ou d'appliquer des

(1) *Droit de discipline des fonctionnaires.*

(2) *Ibid.*, art. 2 et 3.

(3) *Droit pénal*, art. 36.

châtiments aux fonctionnaires; ceux dont le travail ne répond pas aux exigences de leurs fonctions sont assujettis à des sanctions dont la révocation et la rétrogradation sont les plus importantes; vient ensuite l'enregistrement de la faute.

La révocation et la rétrogradation sont des cas de cessation de service (1).

DEUXIÈME CATÉGORIE

Cas de cessation temporaire de service des fonctionnaires

Dans cette catégorie, nous pouvons distinguer les cas de cessation temporaire de service :

1° Pour raisons disciplinaires;

2° Pour raisons autres que des raisons disciplinaires.

a) Cas de cessation temporaire de service pour des raisons disciplinaires.

Si un fonctionnaire a commis l'une des fautes suivantes, il sera suspendu dans l'exercice de ses fonctions pendant un certain temps :

1° Ceux qui ont commis une faute plus grave que celles prévues par la loi de discipline des fonctionnaires (2).

2° Ceux qui sont en prison préventive et qui attendent le jugement.

3° Ceux qui sont privés de leurs droits civiques d'après l'arrêt pénal définitif.

4° Ceux qui sont condamnés au moins à la peine de détention par un jugement pénal (3).

(1) Règlement de récompense et de châtimement, à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires, art. 3.

(2) Droit de discipline des fonctionnaires, art. 16.

(3) Ibid., art. 17.

Les fonctionnaires, au cours de la suspension de l'exercice de leurs fonctions, restent comme des particuliers vis-à-vis de cette fonction. Si des actes ont été commis par des fonctionnaires au cours de leur suspension, ces actes ne sont plus valables (1).

b) *Cas de cessation temporaire de service pour des raisons autres que des raisons disciplinaires.*

Des fonctionnaires demandent pour une certaine durée et pour un motif valable, la cessation temporaire de l'exercice de leur fonction. Cette cessation temporaire se nomme le congé.

Il y a différents points qu'il est indispensable d'examiner au sujet des congés des fonctionnaires.

1° *Cas dans lesquels la demande de congé sera acceptée.* — Le congé sera autorisé dans les quatre cas suivants :

- a) La maladie;
- b) Le mariage et le deuil;
- c) La permission exceptionnelle;
- d) Les vacances périodiques (2).

2° *Qui peut accepter la demande de congé présentée par un fonctionnaire?*

Ce pouvoir d'acceptation varie selon les différentes catégories de fonctionnaires.

Quand il s'agit des fonctionnaires d'autorité, ce pouvoir incombe au gouvernement de la République (3).

Quand il s'agit des fonctionnaires de gestion, il incombe à l'autorité compétente (4).

3° *Procédure du congé.* — Les fonctionnaires désirant demander un congé, doivent remplir eux-mê-

(1) *Droit de discipline des fonctionnaires*, art. 18.

(2) *Règlement de congé des fonctionnaires gouvernementaux*, art. 1^{er}, 11, 12, 14 et 18.

(3) *Règlement de congé des fonctionnaires d'autorité*, art. 5.

(4) Retiré dans le *Règlement de congé des fonctionnaires gouvernementaux*.

mes une lettre de demande de congé et l'adresser à l'autorité compétente; le fonctionnaire ne peut prendre son congé que si celui-ci est approuvé par l'autorité compétente (1).

4° *Durée du congé.* — Le congé comporte une durée différente selon les cas :

a) *En cas de maladie.* — La loi prévoit trois semaines par an. Si la maladie du fonctionnaire est plus grave, il peut demander un congé plus long qui peut aller jusqu'à cinq semaines annuellement. Autrement le fonctionnaire est obligé de démissionner (2).

b) *En cas de mariage et de deuil.* — Le congé varie selon la distance et le lieu destinataire du fonctionnaire (3).

c) *Permissions exceptionnelles.* — Lorsqu'un fonctionnaire a besoin d'une ou plusieurs journées de liberté, la permission lui est accordée à condition cependant que la totalité de celles qu'il a eu précédemment n'excède pas un total de quinze jours, y compris celle qu'il sollicite (4).

d) *Vacances périodiques.* — Elles varient en durée selon l'ancienneté dans le service et les mérites dans la fonction.

Les fonctionnaires qui ont deux ans de service et mérite dans l'exercice de leur fonction, ont un congé d'un mois par an (5).

Les fonctionnaires qui ont deux ans de service et qui sont appréciés par l'autorité compétente ont droit à un congé de deux ou trois mois (6).

(1) *Règlement de congé des fonctionnaires gouvernementaux*, art. 2.

(2) *Ibid.*, art. 9.

(3) *Ibid.*, art. 14.

(4) *Ibid.*, art. 11.

(5) *Ibid.*, art. 12.

(6) *Ibid.*, art. 8.

TROISIÈME CATÉGORIE

Cas de cessation de la fonction pour raison de changement de service

Dans ces cas, entrent les fonctionnaires qui quittent leur service déterminé pour en accomplir un autre. Ils restent fonctionnaires, mais leurs fonctions varient; c'est pourquoi nous considérons le changement de service de ces fonctionnaires comme un cas de cessation de service.

Ces cas, d'après le droit public chinois, sont les suivants :

- 1° L'avancement;
- 2° La mutation de la fonction;
- 3° Le changement d'emploi;
- 4° La rétrogradation.

1° *L'avancement.* — C'est une action qui consiste à nommer un fonctionnaire, s'il remplit certaines conditions juridiques, à une classe ou à un grade supérieur dans le cadre des fonctionnaires dont il fait partie.

Cette action est importante dans le statut des fonctionnaires. Nous nous étendrons plus à son sujet dans notre chapitre V.

2° *La mutation de fonction.* — C'est le fait pour un fonctionnaire de changer d'administration; par exemple, le fonctionnaire judiciaire qui, pour certaines raisons, passera dans l'administration militaire, le fonctionnaire préfectoral qui passera dans l'administration diplomatique, etc...

En principe, cette mutation n'a lieu qu'après consentement du fonctionnaire en question.

L'article 40 de la loi organique des tribunaux a précisé que les juges titulaires ne pouvaient muter que pour des raisons prévues par la loi.

3° *Le changement d'emploi.* — Il est consécutif à une destitution des fonctionnaires; ceux-ci sont nommés à un autre emploi dans la même fonction avec le même grade et la même classe. Par exemple, le décret du gouvernement de la République du 7 février 1937 a indiqué que M. Ho Rao Jo, commissaire du gouvernement provincial de Hou-Nan et président du département financier, aura un autre emploi. M. Ho Rao Jo a donc été destitué de la présidence du département financier du Hou-Nan et de la commission du gouvernement provincial du Hou-Nan, mais un autre décret l'a nommé immédiatement dans les mêmes fonctions au gouvernement provincial du Ho-Nan (1).

4° *La rétrogradation.* — C'est l'inverse de l'avancement. Des fonctionnaires d'une certaine classe ou d'un certain grade sont abaissés à une classe ou à un grade inférieur, par suite d'une faute qu'ils ont commise.

QUATRIÈME CATÉGORIE

Cas spéciaux de cessation de service des commissaires du yuant de contrôle

Dans nos lois, les commissaires du yuant de contrôle ont une situation spéciale par rapport aux autres fonctionnaires. Ils perdent leur qualité de fonctionnaires dans les quatre cas suivants :

- 1° Etre expulsés comme membre du Kuomintang;
- 2° Etre condamnés pénalement;
- 3° Etre interdits;
- 4° Etre punis par le comité de discipline des commissaires du yuant de contrôle (2).

(1) Journal « *Shun Pao* », du 28 février 1937.

(2) *Loi de défense des commissaires du yuant de contrôle*, art. 1^{er}.

III

Situation juridique de l'acte de cessation de service des fonctionnaires en Chine

Pour analyser juridiquement l'acte de cessation de service des fonctionnaires, il faut distinguer les diverses raisons de cessation de service. En principe, nous pouvons les diviser en deux grandes catégories.

1° *La cessation de service des fonctionnaires pour raisons disciplinaires.*

Dans ce cas, la cessation est un acte unilatéral ; l'autorité compétente a un pouvoir discrétionnaire pour faire cesser le service des fonctionnaires.

2° *La cessation de service des fonctionnaires sur leur demande.*

Dans ce cas, il s'agit d'un acte bilatéral. Il y a un accord de volonté entre l'autorité qui nomme et celui qui a été nommé. C'est ce qui ne se produit pas dans les cas de retraite ou de démission.

SECTION II

Le transfert du pouvoir de la fonction publique

I

Notions générales du transfert du pouvoir de la fonction publique

Le transfert du pouvoir de la fonction a pris naissance lorsque les fonctionnaires quittent leur emploi. Ils doivent transférer leurs pouvoirs à ceux qui ont été nommés pour leur succéder.

II

Régime du transfert des fonctions publiques

Le transfert de la fonction publique est très important. Les fonctionnaires qui quittent leur fonction doivent la transférer à ceux qui la reprennent.

1° *La date de transfert.*

En principe, on nomme et on révoque un fonctionnaire dans le but d'assurer la bonne marche d'un service; en conséquence, le transfert ne doit pas gêner cette bonne marche. Le moment auquel doit se faire le transfert a son importance; c'est pourquoi il a été fixé par la loi. Notre droit édicte que le fonctionnaire doit transmettre les pouvoirs de sa fonction à son successeur le jour même de l'entrée de celui-ci (1).

2° *Affaires attachées au service et qui doivent être transférées en même temps que les pouvoirs.*

a) L'état des recettes et des dépenses du service, ainsi que le solde en caisse.

b) Le montant des diverses recettes non encore virées au trésor public.

c) Les souches des billets et des brevets délivrés et les diverses pièces qui ont un caractère de billets et brevets.

d) Les timbres fiscaux et les billets d'obligations diverses.

e) Le patrimoine public et les choses publiques du service.

f) Le sceau, les dossiers, les documents, la liste officielle et le registre officiel et les pièces de recettes et de dépenses (2).

(1) *Règlement de transfert des fonctions*, art. 4.

(2) *Ibid.*, art. 2.

Toutes ces affaires transférées doivent être énumérées dans la liste de transfert, par le fonctionnaire qui transmet le service. Le successeur reçoit les affaires d'après cette même liste. Le successeur doit avoir fini de recevoir les affaires sujettes à transfert au bout d'une durée de dix jours à compter du jour où il reçoit la liste de transfert; il doit donner un reçu à son prédécesseur. Celui-ci doit envoyer ce reçu à l'autorité supérieure qui le contrôle; il ne peut quitter la fonction que lorsqu'il a obtenu le reçu de transfert des affaires de son successeur, et ce dernier doit envoyer le résultat du transfert à l'autorité supérieure.

3° *Le pouvoir de contrôle de transfert.*

Au cours des opérations de transfert, les affaires sujettes à transfert sont contrôlées par des inspecteurs; ces inspecteurs sont envoyés par l'autorité supérieure (1).

4° *La punition.*

Celui qui sort du service doit transférer les affaires officielles à son successeur et celui qui entre en service reçoit les affaires qui lui sont transférées par le prédécesseur selon la loi. Autrement, ils sont susceptibles d'être punis, et la punition est variable selon que le fonctionnaire entre ou sort du service.

1° Quand il s'agit des fonctionnaires qui sortent du service, il y a deux cas différents :

a) *L'expiration de la durée.* — La durée du transfert des affaires officielles est fixée au maximum à un mois. Pendant cette durée, il faut terminer les opérations de transfert. Autrement, le droit d'être fonctionnaire peut leur être retiré pour un an. Si, après une

(1) *Règlement de transfert des fonctions*, art. 3.

durée de trois mois, les fonctionnaires n'ont pas encore terminé le transfert, ils sont suspendus pendant un certain temps.

b) *La fuite.* — Certains fonctionnaires ne pouvant pas transférer en ordre parfait les affaires officielles, s'enfuient. Dans ce cas, leur patrimoine est saisi en réparation des intérêts lésés, mais ils sont encore passibles d'une sanction disciplinaire, conformément à la loi (1).

2° Le fonctionnaire qui doit reprendre le service peut être, lui aussi, coupable s'il prolonge la durée de l'envoi de son inventaire des affaires transférées. Dans ce cas, et selon l'importance de la faute, il sera ou porté au registre d'inscription des fautes, ou privé partiellement de traitement ou même révoqué.

3° Punition commune aux fonctionnaires qui reprennent et qui quittent une fonction, à l'occasion du transfert de cette fonction.

Ce cas envisage la fraude pendant le transfert.

Le fonctionnaire entrant est soumis aux mêmes sanctions que ci-dessus; le fonctionnaire sortant aux sanctions prévues en cas de fuite.

Lorsque la fraude est commise en même temps par le fonctionnaire chargé de l'inspection, ils sont punissables tous les trois et chargés de réparer solidairement le préjudice causé.

(1) *Règlement de transfert des fonctions*, art. 9 et 10.

CHAPITRE IV

LA DISCIPLINE ET LA RESPONSABILITÉ DES FONCTIONNAIRES

SECTION PREMIÈRE

La discipline

I

Notions générales sur la discipline

1° *Définition de la discipline.*

La discipline est une punition des fonctionnaires. Elle prend naissance lorsque les fonctionnaires commettent des fautes au cours de l'exercice de leurs fonctions. Les mesures disciplinaires rappellent aux fonctionnaires leurs devoirs au cours de l'exercice de leurs fonctions.

2° *Distinction des droits relatifs à la discipline des fonctionnaires.*

Dans notre droit moderne, il y a trois sortes de droits qui peuvent intervenir lorsque des fonctionnaires ont commis des fautes au cours de l'exercice de leurs fonctions.

Ces trois droits sont :

- 1° Le droit pénal;
- 2° Le droit d'accusation;
- 3° Le droit disciplinaire.

Chacun de ces trois droits a son caractère propre, et il faut éviter de les confondre; ci-après, nous indiquons ce qui permet de les distinguer :

a) *Au point de vue du but des droits.* — Le droit disciplinaire a pour but d'obliger les fonctionnaires à respecter leurs obligations et ils doivent se soumettre volontairement aux règles qui assurent l'exécution du service. Le droit pénal est différent; il a pour but d'obliger les individus et les fonctionnaires à respecter l'ordre public. Le droit d'accusation a pour but de surveiller et de contrôler les fonctionnaires.

b) *Au point de vue de l'application des droits.* — Le droit pénal, non seulement s'applique aux fonctionnaires, mais encore il s'applique à tous les individus. Le droit d'accusation s'applique simplement aux fonctionnaires (1). Il en est de même du droit disciplinaire (2).

c) *Au point de vue des différentes punitions.* — Les punitions de droit pénal sont les plus graves parce qu'elles répriment les atteintes portées à l'ordre public dans toute son étendue. Les punitions varient suivant les infractions que les fonctionnaires ont pu commettre : les unes sont des peines de mort, de prison perpétuelle; les autres d'une certaine durée de détention, de privation des droits civiques. Les punitions de droit disciplinaire sont plus légères que les punitions de droit pénal, parce que leurs conséquences sont moins graves qu'en droit pénal; elles ont pour

(1) *Droit d'accusation*, art. 2.

(2) *Droit disciplinaire*, art. 2.

mission d'exiger que les fonctionnaires respectent leurs devoirs et se soumettent aux règles qu'ils ont acceptées et qui assurent la marche normale du service. Ces punitions sont : la révocation, la suspension, la rétrogradation, la privation partielle du traitement, la réprimande, le registre des fautes. Le droit d'accusation consiste à accuser les fonctionnaires devant une certaine autorité compétente ayant le pouvoir disciplinaire; si les fonctionnaires ont commis une action du ressort du droit d'accusation, il n'y a aucune punition.

d) *Au point de vue des différentes autorités qui ont pouvoir d'appliquer ces différents droits.* — L'autorité compétente, pour appliquer le droit pénal, est représentée par les tribunaux criminels. L'autorité compétente, pour appliquer le droit disciplinaire, appartient aux comités disciplinaires. L'autorité compétente, pour appliquer le droit d'accusation, appartient au yuant de contrôle.

3° *La priorité du tribunal criminel sur les affaires disciplinaires.*

Nous savons qu'il y a différentes autorités chargées d'appliquer les différents droits relatifs à la discipline des fonctionnaires. Ces différentes autorités sont séparées, mais elles ne sont pas isolées. Il y a souvent des actes qui ont été et qui sont de la compétence ou du tribunal répressif, ou de l'autorité disciplinaire.

Quelle est la juridiction compétente dans ce cas?

Le tribunal répressif a un droit de priorité.

L'article 22 de droit disciplinaire précise que les autorités qui ont le pouvoir d'appliquer des peines disciplinaires ne se reconnaissent pas compétentes si l'action peut être assimilée à une qui est de la compé-

tence du tribunal criminel. Dans ce cas, l'affaire est transférée au tribunal criminel qui la juge.

Ces affaires sont :

1° Pour une même action, si elle est en cours d'instruction ou de jugement par un tribunal criminel, la procédure disciplinaire ne s'applique pas;

2° Si une action est passible en même temps du droit pénal et du droit disciplinaire et si elle a été soumise aux deux, on suspend la procédure disciplinaire jusqu'après le jugement par le tribunal criminel; on décide de la sanction disciplinaire après coup;

3° Si dans le même cas que ci-dessus, le tribunal criminel ne décide pas de poursuivre et reconnaît le fautif innocent, la procédure disciplinaire est applicable;

4° Dans une même action, nonobstant une condamnation à une peine pénale n'entraînant pas la privation de tous les droits civiques, la punition disciplinaire sera également appliquée.

4° *La discipline administrative et la discipline judiciaire.*

La discipline, en général, au point de vue des différentes voies d'exécution, est divisée en deux grandes catégories, à savoir :

1° La discipline administrative;

2° La discipline judiciaire.

1° *La discipline administrative.* — C'est le pouvoir exécutif qui est chargé d'appliquer les peines disciplinaires aux fonctionnaires lorsqu'ils ont commis des fautes au cours de l'exercice de leur fonction.

Ces peines disciplinaires sont consignées dans un règlement et ne concernent que les affaires relatives aux fonctionnaires. Les punitions de cet ordre sont

légères (punitions de discipline orale ou écrite, réprimande, inscription au registre des fautes, privation partielle de traitement). La révocation et la suspension interviennent rarement.

2° *La discipline judiciaire.* — Elle est différente de la discipline administrative. C'est le pouvoir judiciaire qui est chargé d'appliquer les sanctions aux fonctionnaires lorsque ces derniers ont violé la loi ou ont commis des fautes prévues par le règlement de service des fonctionnaires.

Dans nos lois actuelles, ce pouvoir appartient aux comités disciplinaires et aux tribunaux administratifs; ces deux organes appartiennent au yuant judiciaire.

II

Régime juridique de discipline des fonctionnaires en droit public chinois

1° *Objet de la discipline.*

Nous avons dit que la discipline existe pour punir un fonctionnaire qui a commis des fautes au cours de l'exercice de sa fonction. Ce domaine est très vaste et il est difficile d'énumérer toutes les fautes susceptibles d'une sanction disciplinaire. Les fonctionnaires peuvent être frappés d'une sanction disciplinaire dans les deux cas suivants :

1° Violation de la loi;

2° Manquements aux devoirs et négligence dans l'exercice de la fonction (1).

2° *Les diverses modalités de discipline.*

Nous avons dit également que la discipline des fonctionnaires intervient dans le but d'obliger les

(1) *Droit disciplinaire*, art. 2.

fonctionnaires à respecter les obligations qu'ils ont acceptées volontairement. C'est ainsi que la discipline des fonctionnaires ne touche que les avantages qu'ils obtiennent dans leurs fonctions. Elle ne doit jamais porter atteinte à la carrière des fonctionnaires et cette discipline comprend différentes sanctions selon les différentes fautes.

Le législateur a réglé, en Chine, les diverses modalités de la discipline selon trois catégories différentes :

PREMIÈRE CATÉGORIE

Les modalités de discipline morale.

Dans cette catégorie on distingue deux modalités différentes :

1° *La discipline morale.* — Elle est appliquée aux fonctionnaires qui ont commis une faute très légère au cours de l'exercice de leur fonction. L'autorité supérieure les semonce verbalement;

2° *L'avertissement.* — Applicable aux fonctionnaires qui ont commis une faute plus grave que la précédente au cours de l'exercice de leur fonction. Ils reçoivent un avertissement.

DEUXIÈME CATÉGORIE

Les modalités de discipline de privation des avantages pécuniaires de la fonction.

Dans cette catégorie on distingue trois modalités différentes :

1° *La rétrogradation.* — Cette modalité ne s'applique pas aux fonctionnaires d'autorité (1). Les

(1) *Droit disciplinaire*, art. 2.

fonctionnaires peuvent être rétrogradés soit d'une classe, soit de deux classes; une fois rétrogradé, le fonctionnaire ne pourra accéder à une classe supérieure que deux ans après. Si le fonctionnaire ne peut être rétrogradé de par la classe à laquelle il appartient, il sera privé d'une partie de son traitement;

2° *Le registre des fautes.* — C'est une punition qui frappe les fonctionnaires de gestion. Elle ne s'applique pas aux fonctionnaires d'autorité. Si les fonctionnaires de gestion ont commis une faute légère au cours de l'exercice de leur fonction, cette faute sera enregistrée par l'autorité compétente. Il s'ensuit un retard dans l'avancement; si une faute a été enregistrée trois fois en un an, le fonctionnaire sera privé d'une partie de son traitement;

3° *La privation partielle de traitement mensuel.* — Cette modalité s'applique aux fonctionnaires de gestion. La mesure de privation partielle de traitement mensuel est fixée de 10 à 20 %, selon l'importance du traitement. Cette pénalité n'est appliquée que pour une durée inférieure à un an.

TROISIÈME CATÉGORIE

Les modalités de discipline de cessation de service des fonctionnaires.

Dans cette catégorie on distingue deux différentes modalités :

1° *La suspension.* — Nous avons dit que la suspension consistait à faire cesser temporairement le service du fonctionnaire;

2° *La révocation.* — C'est une punition plus grave pour atteindre disciplinairement le fonctionnaire. Elle fait sortir le fonctionnaire du cadre de son ser-

vice et elle lui interdit d'être nommé à une autre fonction publique pendant une durée de quatre à cinq ans (1).

Ces trois catégories de modalités de discipline des fonctionnaires peuvent être étudiées en partant de deux points de vue différents :

a) *Au point de vue de leurs apparences extérieures.* — Elles sont basées sur l'inégalité devant la loi. Trois catégories comportent sept disciplines, dont trois ne s'appliquent pas aux fonctionnaires d'autorité. Elles semblent donc leur être plus favorables qu'aux fonctionnaires d'autorité;

b) *Au point de vue de leur apparence intérieure.* — A ce point de vue, il n'y a aucune faveur pour les fonctionnaires d'autorité. Car les modalités de discipline sont supprimées pour les fonctionnaires d'autorité. Elles sont des modalités de punition légère. Les modalités des punitions plus graves sont réservées aux fonctionnaires d'autorité.

Les fonctionnaires d'autorité, en effet, sont punis beaucoup plus sévèrement pour une faute vénielle commise dans l'exercice de leurs fonctions.

D'autre part, chacun des fonctionnaires d'une des différentes catégories a une situation différente dans le rang social; elle correspond au caractère de sa fonction; les fonctionnaires d'autorité ont une situation sociale élevée, ils ne doivent pas être traités comme les fonctionnaires de gestion.

En troisième lieu, les fonctionnaires d'autorité sont chargés d'exécuter un pouvoir de commandement; ils ont un devoir beaucoup plus important que les fonctionnaires de gestion. S'ils ont commis une faute, ils doivent cesser leur fonction; c'est encore la sanction qui a le meilleur rendement.

(1) *Droit disciplinaire*, art. 2 et 4.

3° *Les autorités de discipline des fonctionnaires.*

En général, le pouvoir disciplinaire est exécuté directement par l'autorité supérieure ou le chef de service. Dans notre droit public, l'autorité supérieure ou le chef de service ne sont chargés au point de vue disciplinaire que des affaires les moins graves; les affaires plus graves sont de la compétence de différentes autorités variant selon les échelons de grade des fonctionnaires; ce sont :

1° *Le yuant de contrôle.* — Le yuant de contrôle est, comme son nom l'indique, un organe chargé du pouvoir de contrôle. L'article 7 de la loi organique du yuant de contrôle a déclaré qu'il était chargé de l'attribution d'accusation par l'intermédiaire des commissaires de contrôle. L'article 2 du droit d'accusation précise que les commissaires du yuant de contrôle doivent proposer au yuant de contrôle les actions de violation de la loi et de manquement aux devoirs des fonctionnaires. L'article 11 du droit disciplinaire des fonctionnaires édicte que les présidents des yuants et des comités, les ministres et les hauts fonctionnaires de l'administration locale doivent, lorsqu'ils considèrent que leurs subordonnés ont commis une faute prévue à l'article 2 du droit disciplinaire (1), les envoyer avec une lettre motivée et des témoins devant le yuant de contrôle où leurs actes seront vérifiés.

Dans le cas où il serait nécessaire de leur appliquer une peine disciplinaire, le dossier doit être transféré à un organisme déterminé suivant le grade de l'accusé.

En conséquence, le yuant de contrôle est un organisme de discipline des fonctionnaires. Il a une double attribution :

(1) La violation de la loi et le manquement des devoirs et les autres actions de négligence dans la fonction.

a) Il propose des affaires d'accusation aux organismes de discipline des fonctionnaires;

b) Il transfère des affaires disciplinaires aux organismes de discipline des fonctionnaires.

Le yuant de contrôle, pour bien exécuter ses attributions, peut déléguer des personnes résidant aux lieux où siège le gouvernement provincial pour contrôler les fonctionnaires en cause (1);

2° *Le comité disciplinaire des commissaires du yuant de contrôle.* — Les commissaires du yuant de contrôle sont dans une situation spéciale parmi les fonctionnaires; cette situation correspond à leurs fonctions car ils sont chargés du pouvoir d'accusation de toutes les catégories de fonctionnaires. Ils ne peuvent pas, par conséquent, être soumis aux mêmes règles que les autres fonctionnaires lorsqu'ils ont commis une faute au cours de l'exercice de leur fonction. Un comité a été organisé spécialement pour punir les commissaires du yuant de contrôle coupables (2);

3° *Le comité de contrôle central du Kuomintang.* — Il est chargé du pouvoir de discipline des commissaires du gouvernement de la République, des présidents et des vice-présidents des yuants lorsqu'ils ont été accusés par le yuant de contrôle (3).

Ce comité est un organe de suprématie de contrôle du Kuomintang, il est issu du congrès national du Kuomintang;

4° *Le comité de discipline des fonctionnaires d'autorité.* — Nous avons dit que les commissaires du gouvernement de la République, les présidents et les vice-présidents des yuants sont disciplinés par le comité de contrôle du Kuomintang, lorsqu'ils ont com-

(1') *Loi organique du yuant de contrôle*, art. 6.

(2) *Droit de défense des commissaires du yuant de contrôle*, art. 7.

(3) *Droit de discipline et décision du conseil politique du comité exécutif central du Kuomintang*, dans sa 317^e séance, art. 10.

mis une faute au cours de l'exercice de leur fonction (1).

Ce comité n'est chargé d'appliquer le pouvoir disciplinaire qu'aux fonctionnaires d'autorité autres que les fonctionnaires d'autorité supérieurs qui eux, dépendent disciplinairement du comité de contrôle du Kuomintang.

Ce comité comprend de sept à neuf commissaires du gouvernement de la République. La décision prise fait l'objet d'un décret du gouvernement de la République (2);

5° *Le comité de discipline des fonctionnaires de gestion.* — C'est un organe qui appartient au yuant judiciaire. Il se divise en deux comités différents pour exercer le pouvoir de discipline selon les catégories des fonctionnaires de gestion.

a) *Le comité des fonctionnaires centraux.* — Il est chargé d'appliquer le pouvoir disciplinaire à tous les fonctionnaires de gestion, depuis le grade de « Tsien Jen » et aux fonctionnaires de grade de « Wei Jen » du gouvernement central (3).

Ce comité se compose d'un président de grade « Te Jen » et de onze à dix-sept commissaires parmi lesquels sont nommés six à neuf commissaires du grade de « Kien Jen »; les autres ont pour mission de choisir parmi les présidents et les juges des sections détachées de la cour suprême (4).

La décision du comité doit être envoyée au yuant judiciaire dans les sept jours après qu'elle a été prise. Si le fonctionnaire qui a été puni est dans les échelons de grade à partir de « Tsien Jen », le yuant judiciaire

(1) Les commissaires du gouvernement de la République, les présidents et les vice-présidents des yuants sont les fonctionnaires d'autorité.

(2) *Règlement du fonctionnement du comité de discipline des fonctionnaires d'autorité.*

(3) *Loi organique du comité de discipline des fonctionnaires*, art. 3.

(4) *Ibid.*

demande au gouvernement de la République d'exécuter la décision, ou la notifie à l'autorité compétente qui devra la mettre à exécution. Si le fonctionnaire qui a été discipliné est dans les échelons de grade de « Wei Jen », le yuant judiciaire notifie à l'autorité compétente la décision pour la mise à exécution; toutes ces mises à exécution doivent être notifiées au ministère de la chancellerie (1);

b) *Les comités de discipline des fonctionnaires locaux.* — Ces comités se divisent en deux catégories différentes :

1° *Les comités provinciaux de discipline des fonctionnaires locaux.* — Ces comités sont organisés dans toutes les provinces; chacun d'eux est investi du pouvoir de discipline pour tous les fonctionnaires de grade « Wei Jen » de leur province.

Chacun des comités se compose d'un président qui est en même temps président de haute cour, et de sept à onze commissaires. Quatre à six commissaires sont choisis parmi les présidents et les juges les plus capables des sections détachées de la haute cour; les autres sont choisis parmi les fonctionnaires de grade « Tsien Jen » du gouvernement provincial et des différents bureaux des départements du gouvernement provincial (2);

2° *Les comités de discipline des fonctionnaires locaux des municipalités spéciales.* — Ces comités sont organisés dans toutes les municipalités spéciales. Chacun des comités est chargé du pouvoir de discipline pour tous les fonctionnaires de grade de « Wei Jen » de la municipalité.

Chacun des comités se compose d'un président qui est en même temps le président de la cour locale et

(1) *Droit de discipline des fonctionnaires*, art. 9.

(2) *Loi organique du comité de discipline des fonctionnaires*, art. 5.

des commissaires qui sont choisis parmi les présidents et les juges les plus capables des sections détachées de la cour locale (1).

La décision d'un des deux comités locaux doit être notifiée à l'autorité compétente du fonctionnaire qui a été discipliné; après sept jours que la décision est prise, l'autorité compétente doit la mettre à exécution et doit notifier cette mise à exécution au ministre de la chancellerie et au yuant judiciaire (2).

4° *La procédure disciplinaire.*

En général, la procédure disciplinaire des fonctionnaires peut se diviser en procédure d'accusation et en procédure de décision.

I. LA PROCÉDURE D'ACCUSATION

Dans nos lois, cette procédure est réalisée selon les trois ordres suivants :

1° *La proposition des procès d'accusation.* — Tous les procès d'accusation sont proposés, soit par les commissaires du yuant de contrôle, soit par les présidents des yuants, des ministères, des comités ou les autorités supérieures au yuant de contrôle par la lettre motivée et les témoins (3);

2° *Enquête sur le procès d'accusation.* — Après que le procès a été proposé au yuant de contrôle, le président de ce yuant désigne trois commissaires de contrôle avec mission d'enquêter sur les faits qui peuvent être reprochés au fonctionnaire. La décision du procès d'accusation peut être reçue ou refusée, selon

(1) *Loi organique du comité de discipline des fonctionnaires*, art. 5 et 6.

(2) *Droit disciplinaire des fonctionnaires*, art. 9.

(3) *Droit d'accusation*, art. 2 et 3; *Droit disciplinaire des fonctionnaires*, art. 11.

ce que décident à la majorité les commissaires du yuant de contrôle. Si le procès est refusé par la commission d'enquête et que le commissaire accusateur émette un avis contraire, le procès fera l'objet d'une nouvelle enquête par cinq commissaires qui décideront en dernier lieu. Au contraire, si le procès est reçu par la commission d'enquête. Il est transféré au comité disciplinaire, selon le grade de celui qui est accusé. La durée d'enquête est fixée à un mois. Pour des raisons spéciales, le président du yuant de contrôle peut être amené à la prolonger (1).

Au cours d'enquête, la commission peut recueillir tous renseignements et entendre tous témoignages utiles par les moyens suivants :

a) Lorsqu'il y a des doutes concernant les témoignages présentés par celui qui propose la mise en accusation, la commission d'enquête peut le convoquer au débat d'enquête, afin qu'il donne les explications voulues ou lui demander de répondre par écrit;

b) Au moment de l'enquête sur la demande de mise en accusation, la commission d'enquête peut appeler le témoin et le présenter au yuant de contrôle pour le consulter;

c) En cas de nécessité, la commission d'enquête peut, s'il y a lieu, rechercher des témoignages à l'endroit où la faute a été commise;

d) La commission d'enquête peut rechercher elle-même des témoignages en dehors de ceux qui lui sont présentés par celui qui propose la mise en accusation;

e) S'il y a lieu de rechercher des témoignages, la commission peut confier à une autre autorité cette recherche.

La commission d'enquête ne peut pas demander par écrit la recherche des témoignages, elle n'a pas

(1) *Droit d'accusation*, art. 4.

non plus le pouvoir de demander à une autre autorité d'agir en son nom selon les articles 2, 3, 4 et 5; pour cela elle est obligée d'avoir recours au yuant de contrôle qui formule sous sa responsabilité propre, les écrits en question (1).

A la fin de l'enquête, les commissaires d'enquête doivent établir un rapport selon la formule suivante :

- a) Nom, prénom et emploi de celui qui est accusé;
- b) Objets du procès d'accusation;
- c) Appréciation de la faute par la commission d'enquête.

La commission doit indiquer comment elle comprend la faute, elle doit préciser si l'accusation est trop ou pas assez sévère vis-à-vis du coupable;

- d) Témoignages et résultats des recherches;
- e) L'accusé doit-il ou non être traduit devant un comité disciplinaire?
- f) Date du rapport;

- g) Signature et cachet des commissaires (2).

3° *Transmission du procès d'accusation.* — C'est le dernier ordre de la procédure d'accusation. Le yuant de contrôle a décidé dans le procès d'accusation que le coupable est passible de sanctions disciplinaires. Il faut transmettre ce procès à l'autorité disciplinaire correspondant au grade du fonctionnaire fautif (3).

II. LA PROCÉDURE DÉCIDE D'APPLIQUER UNE SANC-TION DISCIPLINAIRE D'APRÈS LES MOYENS SUI-VANTS :

1° *Le moyen d'enquête.* — L'autorité disciplinaire reçoit le procès qui lui est transmis par le yuant de

(1) Règlement d'enquête du yuant de contrôle, art. 5.

(2) Ibid., art. 6.

(3) Droit disciplinaire, art. 10; et voir pp. 80 et 81.

contrôle. En cas de nécessité, elle peut faire compléter l'enquête :

a) Par des commissaires qu'elle a désignés à cette fin;

b) Par une autorité exécutive ou judiciaire qui recherchera les renseignements complémentaires à sa place;

c) En envoyant une copie des pièces du dossier à l'accusé et en lui demandant de donner les explications désirées dans un temps déterminé;

d) Par la demande de comparaître à l'accusé pour qu'il donne verbalement ses explications à l'autorité;

e) En cas de faute grave, on notifie à l'autorité compétente d'avoir à suspendre la fonction;

f) Dans les enquêtes sur les fautes des fonctionnaires, les commissaires d'enquête peuvent s'abstenir, selon les prescriptions du code de procédure pénale prévoyant l'abstention dans les jurys (1);

2° *Moyen de décision de la punition.* — Après l'enquête, si le procès est reçu par l'autorité disciplinaire, il faut donner une punition au coupable; cette punition est décidée d'après les modes suivants :

a) *Décision d'appliquer une sanction.* — La punition est décidée par le consentement de la majorité absolue des commissaires qui ont assisté aux débats.

Dans le cas où il y a divergence d'idées et que la majorité absolue ne peut être réalisée, on compte les voix sur chacun des points du procès en commençant par les éléments les plus défavorables à l'accusé pour terminer par les éléments les moins défavorables; on obtient ainsi une majorité qui décide de la peine à appliquer (2);

(1) *Droit disciplinaire*, art. 13 à 16 et 19.

(2) *Ibid.*, art. 20.

b) *Elaboration de la lettre de décision.* — Lorsque la punition est décidée, l'autorité disciplinaire doit élaborer la lettre de décision, qui doit être signée par tous les commissaires qui ont assisté aux débats et décidé la punition. Cette lettre de décision doit être adressée à l'accusé et notifiée au yuant de contrôle, à l'autorité compétente du coupable, et publiée dans les journaux officiels du gouvernement central ou du gouvernement provincial et du gouvernement municipal (1) ;

c) *Exécution de la punition.* — Cette punition est exécutée par l'autorité compétente des fonctionnaires disciplinés (2).

SECTION II

La responsabilité des fonctionnaires

I

Notions générales sur la responsabilité des fonctionnaires

1° *Distinction entre la responsabilité et la discipline des fonctionnaires.*

Nous avons dit que les fonctionnaires peuvent être disciplinés lorsqu'ils ont commis une faute dans l'exercice de la fonction. Mais ils sont aussi responsables des fautes qu'ils ont commises en dehors de l'exercice de la fonction. Dans ce cas, il ne faut pas confondre la responsabilité des fonctionnaires avec la discipline des fonctionnaires. Nos lois les distinguent dans les deux points de vue suivants :

(1) *Droit disciplinaire*, art. 21.

(2) *Ibid.*, art. 9.

a) *Au point de vue des différents cas qui peuvent engager la responsabilité et la discipline des fonctionnaires.* — Il y a responsabilité des fonctionnaires lorsqu'ils ont commis une violation de la loi ou qu'ils ont fait un usage nuisible de la liberté et du droit du peuple. Ensuite, il y a la discipline des fonctionnaires, lorsqu'ils ont commis une violation de la loi ou manqué à leurs devoirs ou ont été négligents dans l'exercice de leurs fonctions (1).

b) *Au point de vue des différentes punitions de la responsabilité des fonctionnaires et de la discipline des fonctionnaires.* — Les punitions de responsabilité des fonctionnaires touchent toujours directement aux avantages personnels ou aux droits personnels des fonctionnaires (par exemple : la réparation des intérêts lésés par le fonctionnaire, les différentes peines de prison). Les punitions de discipline des fonctionnaires, au contraire, ne peuvent toucher qu'aux avantages résultant de la fonction des fonctionnaires, par exemple, la révocation. Elles ne touchent en rien aux avantages personnels des fonctionnaires.

2° Distinction entre la responsabilité personnelle des fonctionnaires et la responsabilité de l'Etat.

Lorsqu'un fonctionnaire commet une faute dans l'exercice de sa fonction et que, par cette faute, des intérêts privés ont été lésés, quel est le responsable?

Est-ce le fonctionnaire, sur son bien propre, c'est-à-dire sur son patrimoine, ou est-ce l'Etat au titre d'employeur? Nous pouvons poser la question différemment.

(1) *Projet de constitution du yuant législatif*, du 16 octobre 1934, art. 26; *Droit de discipline*, art. 2.

En cas de faute administrative ayant lésé les intérêts privés, est-ce l'administration ou le fonctionnaire qui a engagé sa responsabilité?

En principe, s'il s'agit d'une faute commise dans le service, l'administration est responsable des actes de ses préposés, mais cette responsabilité incombe au contraire au fonctionnaire s'il a commis une faute personnelle.

Le point capital consiste donc à rechercher si la faute est une faute de service ou une faute personnelle.

D'après le Professeur Berthélémy : « Il y a faute personnelle dès que l'acte reproché ne peut pas être confondu avec l'accomplissement, même irrégulier, d'un acte de la fonction. Le fonctionnaire commet une faute de service quand il croit accomplir sa fonction en commettant une faute; il commet une faute personnelle quand il se sert de sa fonction pour accomplir la faute. » (1).

D'après le Professeur Bornnaad : « La jurisprudence donne comme critérium de la faute personnelle le fait que la faute est détachable de la fonction. Il y a faute de service quand la faute n'est pas détachable. »

Quant aux actes qui rentrent réellement dans l'exercice de la fonction, la définition de la faute détachable a donné lieu à des points de vue variés. Les deux principales conceptions sont les suivantes :

Dans une première conception, on prend comme base la gravité de la faute; serait ainsi faute détachable la faute commise avec intention mauvaise, c'est-à-dire comportant manifestement l'intention de nuire de la part du fonctionnaire et la faute lourde qui existe lorsque le fait constitue une infraction pénale, ou bien

(1) H. BERTHÉLÉMY : *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 82, 13^e édition.

lorsqu'il contient une illégalité flagrante ou erreur grossière dans l'appréciation des faits.

Une deuxième conception considère qu'il y a faute détachable lorsque la faute peut être appréciée sans qu'il soit nécessaire d'apprécier l'acte administratif dans sa légalité ou son opportunité. Si, au contraire, l'appréciation de la faute dépend de l'appréciation de l'acte administratif, la faute n'est pas détachable (1).

D'après ces différentes définitions des fautes de service et des fautes personnelles, nous pouvons conclure qu'il y a faute personnelle lorsque le fonctionnaire a commis une négligence ou a mal rempli sa fonction. Autrement dit, il y a faute personnelle lorsque le fonctionnaire a pu se rendre compte qu'il commettait une faute, soit au cours de l'exercice de sa fonction, soit en dehors. En cas contraire, c'est-à-dire si le fonctionnaire a commis la faute sans la discerner, c'est une faute de service et c'est l'administration qui, civilement, est responsable et qui sera tenue de réparer le dommage.

II

Les différentes catégories de responsabilité des fonctionnaires

1° *Responsabilité civile des fonctionnaires.*

Lorsqu'un fonctionnaire a lésé des intérêts particuliers, soit au cours de l'exercice de sa fonction, soit en dehors, ces intérêts lésés doivent être dédommagés.

a) *Un fonctionnaire, par un acte commis en dehors de l'exercice de ses fonctions, a lésé des intérêts particuliers.* — Dans ce cas, le fonctionnaire est con-

(1) R. BONNARD : *Précis de droit administratif*, p. 99 et suiv., 1935, Paris.

sidéré comme un simple particulier. Il n'y a pas de difficultés sur ce point; tous les fonctionnaires sont responsables des fautes commises en dehors de l'exercice de la fonction publique et sont tenus personnellement à les réparer.

b) *Les actes répréhensibles du fonctionnaire ont été commis au cours de l'exercice de la fonction.* — C'est le fonctionnaire qui est tenu personnellement de réparer le dommage causé par sa faute personnelle.

Notre droit civil est très large en ce qui concerne la responsabilité des fonctionnaires. L'article 186 précise que les fonctionnaires sont tenus de réparer les dommages qu'ils ont causé, si ces dommages ont été engendrés sciemment et si la victime ne trouve pas d'autre moyen d'être dédommée, le fonctionnaire est responsable.

2° *Responsabilité pénale des fonctionnaires.*

Les fonctionnaires, non seulement doivent être tenus de réparer les dommages causés par leurs fautes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions publiques, mais ils doivent encore être responsables pénalement lorsqu'ils ont commis des fautes, soit à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, soit en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

1° *Si la faute a été commise en dehors de l'exercice de la fonction.* — Dans ce cas, les fonctionnaires sont considérés comme des particuliers et leurs infractions à la loi sont punies pénalement de la même façon que pour les particuliers.

2° *Pendant l'exercice de la fonction.* — Dans ce cas, c'est plus compliqué que précédemment. En effet, le cas est susceptible d'occasionner des troubles dans l'ordre social; c'est ainsi que notre droit pénal prévient rigoureusement les infractions pénales que les

fonctionnaires peuvent commettre dans l'exercice de leurs fonctions. Ces infractions sont :

- a) Le manquement aux devoirs de la fonction et l'abandon du territoire dont le fonctionnaire a la garde;
- b) L'abus de pouvoir;
- c) La corruption;
- d) La négligence dans l'exercice de la fonction;
- e) La concussion;
- f) Le détournement dans la procédure criminelle;
- g) La divulgation d'un secret;
- h) La contrefaçon de documents (1) (faux en écritures publiques).

Si l'un des fonctionnaires a commis l'une des infractions ci-dessus, il peut être condamné à l'une des peines ci-après, selon l'infraction commise : la peine de mort, de prison perpétuelle, de prison à temps, de détention, d'amende.

(1) *Droit pénal*, art. 121 à 133 et 213.

CHAPITRE V

LES AVANTAGES ET LES DEVOIRS DES FONCTIONNAIRES

SECTION PREMIÈRE

Les avantages des fonctionnaires

Les avantages des fonctionnaires se traduisent par des encouragements et des rémunérations. Par les avantages, on peut atteindre trois buts différents; à cet effet, on distingue les avantages ayant trait à la situation personnelle des fonctionnaires, les avantages intéressant matériellement des fonctionnaires, et les avantages de la protection de la personnalité des fonctionnaires.

Le premier cas concerne l'avancement; le second, le traitement; le troisième est la protection qui est accordée aux fonctionnaires contre les outrages, les injures, la violence et la diffamation.

I

L'avancement des fonctionnaires

1° *Notions générales sur l'avancement des fonctionnaires.*

L'avancement est un changement dans la situation personnelle des fonctionnaires; il passe d'un emploi inférieur à un emploi supérieur dans le cadre auquel

il appartient dans le service public. Il est essentiel de ne pas confondre l'avancement avec la nomination; ce sont des notions totalement différentes.

a) La nomination est le principal mode de recrutement des fonctionnaires.

b) Au contraire, l'avancement est la nomination d'un fonctionnaire titulaire d'un emploi à un nouvel emploi dans le cadre des fonctionnaires du service public auquel il appartient.

Donc, l'avancement touche la situation personnelle des fonctionnaires et leur procure des avantages matériels.

2° *Le régime juridique d'avancement des fonctionnaires.*

I. LES AUTORITÉS INVESTIES

DU POUVOIR D'AVANCEMENT DES FONCTIONNAIRES

En droit public chinois actuel, deux autorités ont ce pouvoir :

1° *Le ministère de la Chancellerie du yuant d'examen.* — C'est une autorité suprême qui vérifie l'avancement des fonctionnaires; tous les fonctionnaires ne peuvent être mis au tableau d'avancement que s'ils ont été admis par le ministère de la Chancellerie (1).

2° *L'autorité compétente.* — a) Elle propose l'avancement des fonctionnaires subordonnés au ministère de la Chancellerie; b) Elle est chargée de prononcer l'avancement des fonctionnaires qui ont été proposés par le ministère de la Chancellerie (2).

(1) *Loi organique du yuant d'examen*, art. 3; *Règlement de récompense et de châtiement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires*, art. 6 et 11.

(2) *Règlement de récompense et châtiement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires*, art. 6 et 11.

II. CONDITIONS D'AVANCEMENT DES FONCTIONNAIRES

En général, les conditions d'avancement des fonctionnaires peuvent se diviser en deux points différents :

1° *Au point de vue de la durée du service.* — Si les fonctionnaires d'une certaine classe d'un service public ont une certaine durée de service dans la fonction, ils avancent automatiquement.

2° *Au point de vue des mérites.* — Ce cas est plus complexe. Les fonctionnaires ne peuvent avoir droit à l'avancement que s'ils présentent un certain mérite dans la fonction qu'ils occupent. Ce mérite est apprécié par la vérification des mérites des fonctionnaires.

a) *Les différentes sortes de vérification des mérites des fonctionnaires.* — D'après la loi de vérification des mérites des fonctionnaires, il y a deux sortes de vérification ; l'une est la vérification annuelle, elle a lieu chaque année au mois de décembre ; l'autre est la vérification générale, elle a lieu après la troisième vérification annuelle, pour vérifier l'ensemble des mérites des fonctionnaires pendant les trois ans (1).

b) *Les pouvoirs de vérification des mérites des fonctionnaires.* — Ces pouvoirs varient selon les différentes sortes de vérification des mérites des fonctionnaires.

Quand il s'agit de la vérification annuelle, l'autorité supérieure et l'autorité compétente les vérifient.

Quand il s'agit de la vérification générale, c'est le ministère de la Chancellerie qui les vérifie (2).

(1) *Loi de vérification des mérites des fonctionnaires*, art. 2.

(2) *Ibid.*, art. 3 et 4.

c) *Objets de la vérification des mérites.* — Ce sont :

1° *L'activité personnelle dans la fonction.* — Le fonctionnaire doit avoir 30 % de points, avec au maximum 50 %.

2° *La capacité.* — Les points sont fixés au maximum à 25 %.

3° *La conduite personnelle.* — Les points sont fixés au maximum à 25 %.

d) *Classes selon les résultats de vérification des mérites des fonctionnaires.* — Elles diffèrent peu selon la vérification annuelle ou la vérification générale.

Les classes selon les résultats de vérification annuelle se composent de six classes :

La première classe est fixée à partir de 80 points.

La deuxième classe est fixée à partir de 70 points.

La troisième classe est fixée à partir de 60 points.

Au-dessous de 60 points, c'est la quatrième classe.

Inférieur à 50 points, c'est la cinquième classe.

Inférieur à 40 points, c'est la sixième classe.

Les classes selon les résultats de vérification générale se composent encore de sept classes :

La première classe est fixée à partir de 90 points.

La deuxième classe est fixée à partir de 80 points.

La troisième classe est fixée à partir de 70 points.

La quatrième classe est fixée à partir de 60 points.

Si les 60 points ne sont pas atteints, c'est alors la cinquième classe.

Inférieur à 50 points, c'est la sixième classe.

Inférieur à 40 points, c'est enfin la septième classe.

Les mérites des fonctionnaires sont examinés, soit par la commission de vérification annuelle, soit par

la commission de vérification générale; ils ne peuvent être admis que si les fonctionnaires réunissent au minimum 60 points, dont 30 pour activité personnelle (1).

e) *Les procédés d'avancement des fonctionnaires.* — Ces procédés se classent en deux modalités :

1° L'avancement par le grade.

2° L'avancement par la classe.

1° *L'avancement par le grade.* — C'est la nomination d'un fonctionnaire titulaire à un grade supérieur. Dans ce cas, il y a une triple limite.

a) *La limite du sort de vérification des mérites des fonctionnaires.* — Nous avons dit que la vérification des mérites des fonctionnaires comporte deux moyens différents. L'un est la vérification annuelle, l'autre est la vérification générale. Les fonctionnaires ne peuvent monter en grade que si leurs mérites ont été vérifiés par la vérification générale et classés dans la première classe (2).

Il existe une exception très importante au sujet de l'avancement en grade. Admettons qu'un fonctionnaire ait obtenu un excellent résultat et ait bien mérité lors de la vérification annuelle; l'autorité compétente considère qu'il a le droit d'avancer en grade; elle peut motiver la nécessité de l'avancement et envoyer une proposition dans ce sens à la Chancellerie, qui la contrôle et éventuellement la rend exécutoire (3).

b) *La limite des places.* — Cette limite est variable selon les grades des fonctionnaires susceptibles d'avancement.

(1) Règlement en détail de mise en vigueur du droit de vérification des mérites des fonctionnaires, art. 6.

(2) Règlement de récompense et de châtiement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires, art. 4 et 5.

(3) *Ibid.*, art. 6.

Les fonctionnaires de grade « Tsien Jen » avancent au grade « Kien Jen », mais il y a une restriction qui limite le nombre des fonctionnaires qui doivent monter; leur nombre ne peut pas dépasser 10 % du nombre des fonctionnaires du grade « Tsien Jen » présents au moment de la promotion d'avancement (1).

Pour les fonctionnaires « Wei Jen », qui avancent au grade de « Tsien Jen », cette limite est fixée à 5 % seulement du nombre des fonctionnaires « Wei Jen » au moment de la promotion.

c) *La limite par la capacité des fonctionnaires.* — Nous avons dit que les individus peuvent être nommés fonctionnaires d'une certaine classe à un certain grade s'ils remplissent les conditions correspondant au grade. Si la capacité du fonctionnaire ne correspond pas au grade, l'avancement par le grade peut être changé en avancement par la classe (2).

2° *L'avancement par la classe.* — C'est la nomination d'un fonctionnaire d'une classe inférieure à une classe supérieure dans le même grade du cadre des fonctionnaires dont il fait partie. Il y a une double limite :

a) La limite par le mérite.

b) La limite par le grade.

La limite par le mérite. — Ce sont des fonctionnaires qui ne peuvent avancer que s'ils ont de bons mérites, mais cette limite est variable :

Si les mérites des fonctionnaires ont été reconnus par la vérification générale, et s'ils ont été classés dans la deuxième classe;

(1) *Règlement de récompense et de châtimement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires*, art. 7.

(2) *Ibid.*, art. 5.

Si les mérites des fonctionnaires ont été reconnus par la vérification annuelle et ont été classés dans la première classe.

Les fonctionnaires ne peuvent avancer que dans ces deux cas (1).

La limite par la classe. — Ce sont des fonctionnaires qui ont été dans une classe supérieure, soit de grade « Tsien Jen », soit de grade « Wei Jen », où il n'y a plus de classe d'avancement. Dans ce cas, ils ne peuvent être traités que comme les fonctionnaires de grade « Kien Jen » lorsqu'ils ont été de la classe supérieure de grade « Tsien Jen »; ils ne peuvent être traités que comme les fonctionnaires de grade « Tien Jen », lorsqu'ils ont été de la classe supérieure de grade de « Wei Jen » (2).

II

Les avantages pécuniaires des fonctionnaires

Les avantages pécuniaires des fonctionnaires se présentent dans nos lois sous les deux modes suivants. L'un est le traitement des fonctionnaires; l'autre est la pension des fonctionnaires.

1° *Le traitement des fonctionnaires.*

I. NOTIONS GÉNÉRALES SUR LE CARACTÈRE JURIDIQUE DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES

Le traitement est une certaine somme d'argent qui sera versée par l'administration aux fonctionnaires

(1) Règlement en détail de mise en vigueur du droit de vérification des mérites des fonctionnaires, art. 6; Règlement de récompense et de châtiement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires, art. 4 et 5.

(2) Règlement de récompense et de châtiement à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires, art. 10.

titulaires, mais ce n'est pas la contre-valeur du service rendu. Le traitement a un caractère alimentaire des fonctionnaires. Ce caractère se déduit des deux faits suivants :

Premier fait. — La somme afférant au traitement des fonctionnaires est fixée préalablement, selon le niveau de vie correspondant au grade des fonctionnaires. Ce traitement tient compte du grade du fonctionnaire; il doit lui permettre de suivre le rang que lui donne sa fonction, mais il ne correspond pas à la contre-valeur du service effectué.

Deuxième fait. — En notre droit public, il y a souvent des fonctionnaires qui cumulent deux emplois, mais il est, par contre, défendu de cumuler deux traitements pour un même emploi. Dans ce sens que le traitement des fonctionnaires est la contre-valeur du service qu'il a rendu. Il faut, pour cumuler un double traitement, cumuler également deux emplois. En conséquence, le traitement n'est pas un paiement de contre-valeur du service rendu par les fonctionnaires, mais c'est vraiment une allocation alimentaire pour assurer le niveau de vie des différents grades des fonctionnaires selon la situation sociale afférente au grade.

II. LA SITUATION JURIDIQUE DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES

Cette situation varie selon que le service est fait ou n'est pas fait,

Quand il s'agit de la situation avant que le service soit fait, le fonctionnaire est dans une situation réglementaire et légale; le fonctionnaire ne peut réclamer que son traitement conformément à la loi ou au règlement qui concerne le traitement des fonctionnaires.

Quand il s'agit de la situation quand le service est fait, c'est exactement le contraire de la précédente situation; dans ce cas, le fonctionnaire devient un créancier. L'administration doit payer le traitement échu au fonctionnaire selon les tarifs du traitement des fonctionnaires en vigueur au jour de l'échéance. Les modifications au tarif de traitement ne peuvent pas atteindre les sommes dont le fonctionnaire est devenu créancier; par conséquent, la situation juridique après le service est une situation individuelle.

III. LE TARIF

Ces tarifs sont fixés préalablement par la loi. Ils varient selon les différentes classes. Le tarif des fonctionnaires de grade « Te Jen » est fixé à 300 yüans (1); le tarif des fonctionnaires de grade « Kien Jen » se divise en quatre classes, et le tarif de chaque classe diffère de 75 yüans; le tarif des fonctionnaires de grade « Tsien Jen » se divise en cinq classes et le tarif de chaque classe varie de 50 yüans; le tarif des fonctionnaires de grade « Wei Jen » se divise en sept classes et le tarif de chaque classe diffère de 20 yüans.

Pour distinguer facilement les différents tarifs, il est bon de dresser le tableau ci-après.

(1) 1 yüan = 6 fr. 50.

TABLEAU DES TARIFS
DE TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES

(Publié par le gouvernement de la République le 28 octobre 1927
et mis en vigueur en janvier 1928)

CLASSES TARIFS GRADES	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	4 ^e cl.	5 ^e cl.	6 ^e cl.	7 ^e cl.
Te Jen	800						
Kien Jen	675	600	525	450			
Tsien Jen	400	350	300	250	200		
Wei Jen	180	160	140	120	100	80	60

Les traitements ci-dessus sont exprimés en « yuant ».

IV. ÉCHÉANCE DU PAIEMENT DU TRAITEMENT
DES FONCTIONNAIRES

Le traitement est une allocation alimentaire pour assurer le niveau de vie des différentes classes; par suite, le traitement est versé chaque mois entre les mains des fonctionnaires.

2° *La pension des fonctionnaires.*

I. NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA PENSION
DES FONCTIONNAIRES

1° *Les différentes sortes de pensions des fonctionnaires.* — En général, la pension des fonctionnaires est encore un des avantages pécuniaires attachés à la fonction, car c'est une certaine somme d'argent qui est versée au fonctionnaire après avoir rempli ses obligations légales et quitté le service.

On distingue trois pensions différentes.

Première sorte : La pension de retraite à vie (ou viagère). — C'est une certaine somme d'argent versée périodiquement par l'administration alors que ce fonctionnaire a rempli ses obligations légales et qu'il a

quitté la fonction. Elle est viagère et lui est payée jusqu'à sa mort (1).

Deuxième sorte : La pension des familles des fonctionnaires décédés pendant l'exercice et à l'occasion de leurs fonctions. — Ce sont des fonctionnaires qui sont morts des suites de l'exercice de leur fonction ; l'administration verse alors une pension à leur famille (2).

Troisième sorte : La pension « à une seule fois ». — C'est-à-dire qu'au lieu de percevoir une pension périodique, les bénéficiaires reçoivent un capital qui leur est versé une fois pour toutes. Il y a deux sortes de pensions dans ce cas :

a) La pension de retraite « à une seule fois » ;

b) La pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois ».

La pension de retraite « à une seule fois » s'applique aux fonctionnaires qui quittent prématurément leur service pour cause de maladie ou de blessure résultant de l'exercice de la fonction publique. Ils ne peuvent recevoir qu'une seule fois une certaine somme d'argent versée par l'administration.

Quand il s'agit de la pension aux familles de fonctionnaires décédés, il y a lieu de faire une distinction.

D'une part, il y a les familles des fonctionnaires décédés qui, non seulement réclament la pension des familles des fonctionnaires décédés à laquelle elles ont droit, mais encore la pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois ».

D'autre part, il y a des familles de fonctionnaires décédés qui ne peuvent réclamer que la pension « à une seule fois » (3).

2° Distinction entre la pension et le traitement des fonctionnaires. — Le traitement est une certaine som-

(1) *Règlement sur les pensions des fonctionnaires*, art. 2 et 3.

(2) *Ibid.*, art. 2 et sq.

(3) *Ibid.*, art. 2, 7, 13 et 14.

me d'argent versée périodiquement par l'administration à un fonctionnaire qui est en service. Au contraire, la pension est une certaine somme d'argent versée périodiquement par l'administration à un fonctionnaire qui a quitté légalement son service, ou à une famille de fonctionnaire décédé par suite de maladies ou de blessures imputables au service.

3° *Le lien juridique des pensionnés par rapport à leur pension.* — Les pensionnés ne peuvent jouir d'une pension qu'autant qu'ils remplissent les conditions légales.

II. RÉGIME JURIDIQUE DE LA PENSION DES FONCTIONNAIRES

1° *Les autorités investies du pouvoir de décider de la pension.*

En droit public, il y a deux organes susceptibles d'autoriser la pension des fonctionnaires.

a) *L'organe ayant mission d'autoriser la pension des fonctionnaires.* — C'est le ministère de la Chancellerie du yuant d'examen qui est chargé de vérifier tous les actes de réclamation des diverses sortes de ces pensions.

b) *Le pouvoir de révision de l'autorisation de pension des fonctionnaires du ministère de la Chancellerie du yuant d'examen.* — Toutes les pensions ont été autorisées par le ministère de la chancellerie du yuant d'examen. Il faut les envoyer par le yuant d'examen au gouvernement de la République pour qu'elles soient révisées. Après l'approbation de l'organe de révision du gouvernement de la République, le ministère de la chancellerie du yuant d'examen autorise définitivement la pension. En général, le gouvernement de la République est toujours d'accord avec le

ministère de la chancellerie du yuant d'examen pour autoriser la pension (1).

2° Conditions des pensions des fonctionnaires.

Ces conditions varient selon les trois catégories de pension des fonctionnaires.

Première catégorie : Les conditions des pensions de retraite à vie (ou viagères). — Les fonctionnaires qui désirent recevoir une pension viagère après avoir quitté leur emploi doivent remplir l'une des conditions suivantes :

Etre frappés d'invalidité à cause de blessures résultant du service. Ils ont droit à la retraite viagère lorsqu'ils ne peuvent pas reprendre leur service ;

Etre atteints de maladies nerveuses contractées au cours du service public. Ils ont droit également à la pension viagère lorsqu'ils ne peuvent pas reprendre leur service.

Ont droit également à la pension à vie :

Les fonctionnaires qui, après dix ans de service au moins, ne peuvent pas reprendre leur service par suite de faiblesse ou d'invalidité ;

Les fonctionnaires qui, après dix ans de service au moins et dont la diligence dans le travail est bien connue, qui sont âgés de soixante ans et ont été employés comme chefs d'agents de police depuis l'âge de cinquante ans et qui demandent leur retraite (2).

Deuxième catégorie : Conditions de pensions des familles des fonctionnaires décédés. — Les familles de fonctionnaires décédés peuvent recevoir la pension à condition de remplir l'une des conditions suivantes (3) :

(1) *Loi organique du ministère de la chancellerie*, art. 7 ; *Règlement en détail de mise en vigueur du règlement sur les pensions des fonctionnaires*, art. 2, 3, 4 et 8.

(2) *Règlement sur les pensions des fonctionnaires*, art. 3.

(3) *Ibid.*, art. 9.

Que les fonctionnaires décédés le soient pendant leurs fonctions;

Que les fonctionnaires, après dix ans de service, soient morts alors qu'ils exerçaient leurs fonctions;

Que les fonctionnaires soient morts lorsqu'ils touchaient déjà une retraite à vie depuis moins de cinq ans.

Troisième catégorie : Conditions de pensions « à une seule fois ». — Dans cette catégorie, on comprend la pension de retraite « à une seule fois » et la pension « à une seule fois » des familles des fonctionnaires décédés.

1° Quand il s'agit de la pension de retraite « à une seule fois », les conditions sont les suivantes :

a) Avoir été blessé au cours du service et ne pas être dans un état d'invalidité ou de faiblesse;

b) Etre tombé malade par suite du service de la fonction publique et ne pas être dans un état d'invalidité ou de faiblesse (1).

2° Quand il s'agit de la pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois », ces conditions varient selon les différentes sortes de pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois ».

En ce qui concerne les familles des fonctionnaires décédés qui peuvent réclamer à la fois la pension des familles des fonctionnaires décédés et une pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois », ces conditions sont identiques que pour la pension des familles des fonctionnaires décédés (2).

En ce qui concerne les familles des fonctionnaires décédés qui ne peuvent réclamer que la pension « à une seule fois », ce sont celles des fonctionnaires qui

(1) *Règlement sur les pensions des fonctionnaires*, art. 7.

(2) Voir *supra*, pp. 111 et 115.

sont morts d'une maladie contractée au cours du service, mais qui ont plus de trois ans et moins de dix ans de présence dans l'administration publique (1).

III. PROCÉDURE DE RÉCLAMATION POUR LES DIFFÉRENTES SORTES DE PENSION DES FONCTIONNAIRES

Cette procédure est très variable. On distingue :

1° *La procédure de réclamation des pensions de retraite à vie ou de pension de retraite « à une seule fois »*. — Dans ce cas, les fonctionnaires peuvent réclamer, soit la pension de retraite viagère, soit la pension de retraite « à une seule fois », conformément à la loi. Ils doivent remplir un formulaire spécial et préciser la catégorie de pension qu'ils désirent. Cette formule doit être envoyée à l'autorité compétente de leur dernier emploi après avoir quitté leur fonction publique. Si cette autorité compétente considère que les faits indiqués sur la formule correspondent à la réalité ou si la procédure employée est la bonne, dans la négative, elle peut refuser la pension ou ordonner au postulant qu'il rectifie. Au contraire, si la formule est reçue par cette autorité, elle l'envoie au ministère de la Chancellerie pour la vérifier.

2° *La procédure de réclamation ayant pour but la transformation de la pension de retraite « à une seule fois » en pension viagère*. — Cette réclamation est présentée par des fonctionnaires qui recevaient la pension de retraite « à une seule fois » et dont l'état de maladie ou de blessure s'est aggravé. Ils demandent que la pension de retraite « à une seule fois » soit changée en pension de retraite viagère. Dans ce cas, il faut également remplir un formulaire pour récla-

(1) Règlement sur les pensions des fonctionnaires, art. 14.

mer le changement de la pension de retraite et y joindre un certificat médical de diagnostic, et envoyer le tout à l'autorité compétente. Si l'autorité compétente considère que les indications portées au formulaire et le certificat ne correspondent pas aux faits ou bien que la procédure ne correspond pas à la réclamation, elle peut les refuser ou ordonner qu'elles soient réformées; au contraire, si le formulaire et le certificat médical sont reçus par cette autorité, elle les envoie au ministère de la chancellerie pour vérification.

3° *La procédure de réclamation de pension des familles des fonctionnaires décédés.* — Les familles des fonctionnaires décédés, si elles ont rempli, soit les conditions de pension « à une seule fois », soit les conditions de pension ordinaire, peuvent réclamer l'une de ces pensions, suivant les différentes conditions exigées par la loi. Dans ce cas, il faut remplir un formulaire qui indique les faits et réclamer l'une de ces pensions. La lettre doit être adressée, soit au gouvernement où ces fonctionnaires sont nés, soit au gouvernement municipal ou gouvernement sous-préfectoral où ces familles des fonctionnaires décédés habitent à ce moment. Si le gouvernement constate que la procédure suivie ne correspond pas à la réclamation ou si les affaires ne correspondent pas aux faits, le gouvernement peut refuser la demande. Au contraire, si ce formulaire est reçu par le gouvernement, il le remet à l'autorité compétente. Cette autorité peut également refuser ou recevoir la réclamation selon que les renseignements donnés correspondent ou ne correspondent pas à la réalité des faits.

Si l'autorité compétente accepte la réclamation, elle la transmet au ministère de la chancellerie pour la vérifier.

4° *Procédure de réclamation pour changer la pension de retraite viagère en pension des familles des*

fonctionnaires décédés. — Dans ce cas, ce sont des fonctionnaires qui sont décédés après avoir bénéficié de la pension de retraite viagère pendant moins de cinq ans.

Dans ce cas, le changement en pension des familles des fonctionnaires décédés peut être demandé. Mais il faut également remplir le formulaire de faits dont nous avons déjà parlé; il est nécessaire d'y ajouter le certificat de pension de retraite viagère du fonctionnaire décédé, selon la procédure de réclamation.

Finalement, si l'une des réclamations des diverses sortes de pensions a été autorisée par le ministère de la Chancellerie, elle doit être adressée par le yuant d'examen au gouvernement de la République, aux fins de vérification. Après approbation par ce gouvernement, le ministère de la Chancellerie délivre au bénéficiaire un certificat de pension (1).

IV. PERSONNE AYANT QUALITÉ POUR RECEVOIR LES PENSIONS DES FONCTIONNAIRES DÉCÉDÉS

C'est une question très importante. Il y a souvent des conflits entre les personnes susceptibles de recevoir cette pension, surtout dans les grandes familles comme il en existe en Chine. Le droit chinois divise les personnes en deux catégories, selon le sexe des fonctionnaires.

Première catégorie. — Ordre des personnes qui doivent recevoir la pension des fonctionnaires du sexe masculin décédés.

Dans cette catégorie, l'ordre des personnes est le suivant :

1° La femme du de cujus;

(1) Règlement en détail de mise en vigueur sur les pensions des fonctionnaires, art. 2 à 8.

2° En cas de décès ou d'absence de la femme, ce sont les fils et les filles qui sont appelés;

3° En cas de décès ou d'absence des fils et filles, ce sont les petits-enfants qui sont appelés;

4° En cas de décès ou d'absence des précédents, ce sont les parents du de cujus qui sont appelés;

5° En cas d'absence ou de décès des précédents, ce sont les grands-parents du défunt qui sont appelés;

6° En cas d'absence ou de décès des précédents des cinq catégories, ce sont les frères cadets et sœurs cadettes du défunt qui sont appelés (1).

Deuxième catégorie. — L'ordre des personnes susceptibles de recevoir la pension des familles des fonctionnaires décédés lorsqu'il s'agit d'un fonctionnaire du sexe féminin.

Dans cette catégorie, l'ordre des personnes appelées est le suivant :

1° Les fils et filles de la décédée;

2° En cas d'absence ou de mort des précédents, ce sont les petits-fils et les petites-filles de la défunte qui sont appelés;

3° En cas d'absence des précédents des deux premiers paragraphes et de son mari, ce sont les parents du mari qui sont appelés;

4° En cas d'absence ou de mort des précédents, ce sont les grands-parents du mari qui sont appelés;

5° En cas d'absence ou de mort des précédents, ce sont les parents de la défunte qui sont appelés;

6° En cas d'absence ou de mort des précédents, ce sont les grands-parents de la défunte qui sont appelés (2).

(1) *Règlement sur les pensions des fonctionnaires*, art. 10.

(2) *Ibid.*

V. TARIF DES DIVERSES SORTES DE PENSIONS

Ce tarif est fixé selon les différentes sortes d'échelons de traitement des fonctionnaires et les circonstances du service de la fonction publique; si l'exercice de la fonction publique comporte des risques, le tarif de pension est plus élevé. Nous en déduisons donc :

1° *Le tarif des pensions de retraite viagère.* — Ce tarif est fixé de façon variable selon les circonstances du service de la fonction publique.

Quand il s'agit des fonctionnaires d'un service où il n'y a pas de risques, ce tarif est fixé à vingt pour cent du traitement du fonctionnaire au moment de la retraite.

Quand il s'agit des fonctionnaires d'un service où il y a des risques plus importants que dans le cas précédent, par exemple, le tarif de pension de retraite viagère du fonctionnaire de police de grade « Wei Jen » où le chef d'agent de police, est fixé à cinquante pour cent et à cent pour cent du traitement au moment de la retraite.

2° *Tarif de pension « à une seule fois ».* — Il y a lieu de distinguer :

1° Le tarif de pension de retraite « à une seule fois »;

2° Le tarif de pension « à une seule fois » des familles des fonctionnaires décédés.

a) Quand il s'agit du tarif de pension de retraite « à une seule fois », il est également fixé, selon les circonstances du service de la fonction publique, selon que celle-ci comporte des risques ou n'en comporte pas.

En ce qui concerne le service de la fonction publique ne comportant pas de risques, il est fixé à une somme égale au traitement des deux derniers mois.

En ce qui concerne le service de la fonction publique qui comporte des risques tel qu'il est fixé plus haut, par exemple, le tarif de retraite « à une seule fois » des fonctionnaires de police de grade « Wei Jen » ou de chef d'agent de police, il est fixé à une somme égale au traitement des trois derniers mois.

b) Quand il s'agit du tarif de pension « à une seule fois » des familles des fonctionnaires décédés, il est fixé de la même façon que celui que nous venons d'examiner.

En ce qui concerne le service de la fonction publique ne comportant pas de risques, il est fixé à une somme égale au traitement des deux derniers mois.

En ce qui concerne le service de la fonction publique comportant des risques, il est fixé plus haut; par exemple, le tarif de pension des familles des fonctionnaires décédés « à une seule fois », des fonctionnaires de police de grade « Wei Jen », il est fixé à une somme égale au traitement des quatre derniers mois; celui de chef d'agent de police est fixé à une somme égale au traitement des dix derniers mois.

3° *Le tarif de pension des familles des fonctionnaires décédés.* — Il est fixé comme indiqué précédemment.

Quand il s'agit d'une fonction publique ne comportant pas de risques, il est fixé à une somme égale à dix pour cent du traitement du dernier mois.

Quand il s'agit d'une fonction publique comportant des risques, le tarif est fixé comme indiqué plus haut; par exemple, le tarif de pension « à une seule fois » des familles des fonctionnaires de police de grade « Wei Jen » décédés, il est fixé à un septième du traitement du dernier mois; pour le chef d'agent de police, à un tiers du traitement du dernier mois.

VI. LA DURÉE DE VERSEMENT DE LA PENSION

D'après nos lois, la pension est une certaine somme d'argent payée périodiquement par trimestre de calendrier, c'est-à-dire tous les mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre. Mais la pension « à une seule fois », dont la durée est fixée à un mois après la réception du certificat de pension, elle est payée en une seule fois, comme son nom l'indique (1).

VII. LE LIEU DE PAIEMENT DE LA PENSION

Pour la facilité de toucher le paiement de la pension, celle-ci est payable dans tous les organismes financiers; les retraités peuvent les toucher chez l'agent du Trésor public le plus rapproché de leur domicile (2).

VIII. CAS DE CESSATION DE LA PENSION

Il y a deux grandes catégories de cas pouvant mettre fin à la pension.

1° *Cas de cessation de la pension de retraite viagère :*

- a) Bénéficiaire décédé;
- b) Bénéficiaire privé de ses droits civiques;
- c) Bénéficiaire ayant perdu la nationalité chinoise;
- d) Bénéficiaire ayant repris du service dans une fonction publique.

2° *Cas de cessation de la pension des familles des fonctionnaires décédés.* — Si les bénéficiaires de la pension se trouvent dans un des cas suivants, la pension est supprimée :

(1) Note portant enseignement nécessaire pour la réception des pensions.

(2) Règlement de détail de mise en vigueur du règlement sur les pensions des fonctionnaires, art. 9.

a) Les fils et les filles du de cujus ont atteint leur majorité;

b) La femme du de cujus est décédée ou remariée;

c) Les petits-enfants, les frères cadets et les sœurs cadettes du défunt ont atteint leur majorité;

d) Les grands-parents et les parents du fonctionnaire du sexe féminin ou les grands-parents et les parents de son mari sont décédés.

III

Avantages de la protection contre les injures, outrages, violences et diffamations

Il y a divers textes de notre droit pénal qui punissent les injures, outrages, violences et diffamations atteignant les fonctionnaires.

Nous citerons les articles 135 et 136 du droit pénal punissant les violences et menaces aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions et prévoyant soit une peine inférieure à dix ans, soit inférieure à sept ans de prison. Elle prévoit encore une peine inférieure à trois ans de prison et une peine d'amende de trois cents dollars. Ces peines sont appliquées selon la gravité des cas.

L'article 140 du même droit punit les injures et outrages à fonctionnaires à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, à une peine inférieure à six mois de prison et à cent dollars d'amende pour le flagrant délit.

L'article 141 du dit droit punit celui qui diffame ou outrage les fonctionnaires, à une peine de détention, ou à une peine d'amende inférieure à cent dollars.

SECTION II

Les devoirs des fonctionnaires

I

Notions générales sur les devoirs des fonctionnaires

Les devoirs des fonctionnaires sont des obligations attachées au fonctionnement du service public. Les fonctionnaires doivent les observer pour que le bon fonctionnement du service public soit assuré.

Ces devoirs prennent naissance à la nomination du fonctionnaire, mais ils cessent, soit au moment où le fonctionnaire sort du service, soit à la fin de la vie du fonctionnaire, selon les différents caractères des devoirs du fonctionnaire.

II

Les diverses sortes de devoirs des fonctionnaires

Nous les diviserons en deux catégories :

PREMIÈRE CATÉGORIE

Diverses sortes de catégories des fonctionnaires

1° *Les fonctionnaires doivent exercer eux-mêmes leurs fonctions.* — C'est un devoir absolu. Il y a donc impossibilité absolue pour un fonctionnaire de se décharger sur un autre de tout ou partie de ses attributions, à l'exception cependant de certains cas nettement prévus dans la loi et dans lesquels un fonctionnaire est autorisé à faire remplir ses fonctions par un autre pendant une période déterminée.

2° *Les fonctionnaires doivent résider au lieu où ils exercent leurs fonctions.* — Cette obligation est imposée en vue de faciliter l'exercice de la fonction.

3° *Les fonctionnaires doivent exercer ponctuellement leurs fonctions.* — En général, toutes les fonctions publiques sont exercées dans un temps qui est imparti. Les fonctionnaires doivent exécuter leurs fonctions pendant cette durée qui, dans nos lois, est fixée de 9 heures à midi et de 14 heures à 17 heures.

4° *Les fonctionnaires doivent remplir fidèlement leurs fonctions selon l'esprit du régime.* — C'est un devoir très important, surtout pour les fonctionnaires des états dictatoriaux; par exemple les fonctionnaires en U.R.S.S., en Italie et en Allemagne doivent être fidèles envers le régime autoritaire.

La Chine, à l'heure actuelle, se trouve encore en période de tutelle politique. C'est ainsi que les fonctionnaires, non seulement doivent accomplir fidèlement leurs fonctions; mais ils doivent encore fidélité au régime autoritaire, ainsi que le précisent les textes du serment des fonctionnaires au moment de la prise de fonction. Il en est fixé préalablement et rigoureusement par le règlement, et il est variable suivant les diverses catégories de fonctionnaires, mais il y a trois principes communs qui concernent ce devoir :

a) L'observation définitive du testament du fondateur du Kuomintang;

b) L'observation de la doctrine du Kuomintang ou le triple démisme (trois principes du peuple);

c) La fidélité de la fonction (1).

(1) TEXTE DU SERMENT DES FONCTIONNAIRES CIVILS : « Je prête respectueusement le serment d'observer formellement le testament du fondateur du Kuomintang, d'obéir à la doctrine du Kuomintang, d'exécuter la loi et l'ordre, d'être fidèle et de m'efforcer à bien remplir ma fonction, de ne pas être prodigue, de ne pas abuser de mon emploi, de ne pas chercher mon avantage personnel, de ne pas commettre de fraude, de ne pas

Dans ces trois principes communs, les deux premiers sont une invitation à obéir au régime autoritaire (Kuomintang). Le dernier est attaché à la fonction; c'est ainsi que les fonctionnaires, en Chine, doivent fidélité à la fonction et au régime autoritaire.

5° *Les fonctionnaires doivent obéir aux autorités hiérarchiques.* — Tout fonctionnaire doit obéir aux ordres des autorités hiérarchiques. L'obéissance du fonctionnaire est-elle absolue ou relative? D'autre part, s'il y a deux degrés d'autorité hiérarchique du fonctionnaire, à quel échelon d'autorité hiérarchique doit-il obéir?

a) *L'obéissance du fonctionnaire est-elle absolue ou relative?* — Supposons que l'ordre de l'autorité hiérarchique soit illégal et la conséquence d'un abus de pouvoir. Le fonctionnaire doit-il obéir aveuglément à cet ordre de l'autorité hiérarchique?

Si l'ordre est légal et ne procède pas d'un abus de pouvoir, le fonctionnaire est tenu d'obéir; au cas contraire, l'obligation à l'obéissance n'est pas formelle; le fonctionnaire n'est pas tenu à obéir. Maintenant, si le fonctionnaire considère qu'un ordre déterminé nuit au bon fonctionnement du service, il n'est pas obligé d'obéir; il n'y a donc pas d'obligation absolue d'obéissance.

me laisser corrompre. Au cas où je violerais ce serment, j'accepte de subir la condamnation la plus rigoureuse. »

TEXTE DU SERMENT DES FONCTIONNAIRES MILITAIRES : « Je prête respectueusement le serment d'observer formellement le testament du fondateur du Kuomintang, de réaliser le triple démisme, d'obéir à l'autorité supérieure, de défendre l'Etat, d'aimer le peuple, de remplir les devoirs propres à la fonction militaire. Dans le cas où je violerais ce serment, j'accepte volontairement de subir la condamnation la plus rigoureuse. »

TEXTE DU SERMENT DES PROFESSEURS : N Je prête respectueusement le serment d'observer formellement le testament du fondateur du Kuomintang, d'obéir à la doctrine du Kuomintang, d'exécuter la loi et l'ordre, d'observer le but de l'éducation de la République chinoise et d'aider à la réalisation de l'éducation du peuple chinois selon les textes publiés par le gouvernement de la République, d'être fidèle et de remplir ma fonction au mieux. Au cas où je violerais ce serment, j'accepte volontairement de subir la condamnation la plus rigoureuse. »

Nos lois récentes précisent que le devoir d'obéissance à l'autorité hiérarchique est relatif; par exemple, l'article 4 du règlement du service des fonctionnaires a réglé que l'autorité hiérarchique a le droit d'émettre un ordre dans sa compétence de surveillance; les fonctionnaires doivent l'exécuter et si les fonctionnaires émettent quelques avis sur cet ordre, ils peuvent le demander.

b) *Si plusieurs autorités hiérarchiques donnent un ordre, à quelle autorité le fonctionnaire doit-il obéissance?* — Ce sont des fonctionnaires qui sont soumis à plusieurs autorités hiérarchiques. Lorsqu'un ordre a été donné par toutes ces autorités hiérarchiques en même temps et dans le même sens, à quelle autorité le fonctionnaire doit-il obéir?

D'après le règlement, obéissance est due à l'autorité la plus élevée dans la voie hiérarchique.

6° *Les fonctionnaires doivent garder le secret professionnel.* — Les fonctionnaires sont astreints à garder le secret professionnel, qu'ils exercent la fonction publique ou qu'ils en soient sortis.

L'article 6 du règlement du service des fonctionnaires édicte que les fonctionnaires doivent garder le secret sur les affaires non publiées par l'organe officiel et qu'ils ne peuvent les divulguer, même s'ils sont sortis de leurs fonctions.

Si les fonctionnaires manquent à ce devoir, ils subissent une sanction disciplinaire de l'autorité compétente de discipline des fonctionnaires. Mais ils sont, de plus, condamnés à une peine répressive. L'article 318 du droit pénal a prévu que les fonctionnaires ou ex-fonctionnaires qui divulguent des secrets dépendant de leur profession, des secrets commerciaux et industriels, seront condamnés à une peine de deux ans

de prison ou à une peine d'amende inférieure à deux mille yuans.

Il y a cependant une exception qui vise le cas où un fonctionnaire serait appelé pour témoigner dans une affaire secrète. Dans ce cas, ils peuvent être relevés du secret professionnel par l'autorité compétente (1).

DEUXIÈME CATÉGORIE

Actions interdites aux fonctionnaires

1° *Les fonctionnaires ne peuvent cumuler leurs fonctions avec d'autres.* — Pour assurer la bonne marche de la fonction publique, les fonctionnaires doivent consacrer tout leur temps, toute leur activité à l'exercice de leurs fonctions. La fonction publique exclut toute autre activité professionnelle.

L'article 9 du règlement du service des fonctionnaires interdit que les fonctionnaires exercent directement ou indirectement des fonctions commerciales et toutes affaires de spéculation.

L'article 10 de ce même règlement interdit que les fonctionnaires cumulent leurs fonctions avec d'autres emplois, sauf si la loi l'autorise. Ils ne peuvent pas cumuler leurs fonctions avec l'emploi de journaliste.

2° *Les fonctionnaires ne peuvent prêter les objets attachés à la fonction.* — L'article 14 du règlement du service des fonctionnaires a prévu que les fonctionnaires garderaient les dossiers, les deniers publics. Ils doivent les bien garder, ne pas les perdre, ni les prodiguer, ni les supprimer.

3° *Les fonctionnaires ne peuvent faire des bénéfices personnels sur les affaires attachées à leurs fonctions.* — Les affaires attachées à la fonction publique

(1) *Droit pénal*, art. 110, 132 et 318.

appartiennent à l'administration; elles ne peuvent être, par conséquent, l'objet d'un bénéfice personnel pour le fonctionnaire.

L'article 15 du règlement du service des fonctionnaires interdit à tout fonctionnaire de prêter, de consentir des traités de réciprocité personnelle, de recevoir illégalement de l'argent des personnes ou organismes suivants avec qui il est en relations à l'occasion de sa fonction :

a) Des entrepreneurs de travaux publics;

b) Des banques et des maisons de change, à l'occasion des opérations de dépôt ou de retrait de fonds publics;

c) Des établissements de commerce fournissant l'administration;

d) De ceux qui ont reçu des subventions du gouvernement.

4° *Les fonctionnaires ne peuvent porter aucune atteinte aux particuliers.* — En principe, tous les individus sont protégés également par les lois. Les fonctionnaires ne peuvent pas porter atteinte à des particuliers contre la loi. Mais des fonctionnaires usent de leurs prérogatives pour porter atteinte aux intérêts des particuliers.

L'article 3 du règlement du service des fonctionnaires a prévu formellement que tout fonctionnaire ne peut user de son pouvoir pour en retirer un profit personnel ou pour avantager les tiers; il ne peut user de sa fonction pour porter atteinte à des tiers à l'occasion de sa fonction.

5° *Les fonctionnaires sont astreints à une impartialité absolue.* — L'article 11 du règlement du service des fonctionnaires leur interdit de présenter à leurs fonctionnaires subordonnés des candidats à un emploi et d'intervenir auprès de fonctionnaires d'au-

tres compétences pour des tiers, afin d'obtenir pour ceux-ci des traitements de faveur.

L'article 13 du règlement du service des fonctionnaires et les articles 32 et 33 de la procédure civile, les articles 17 et 18 de procédure pénale, prévoient qu'ils ne peuvent prendre une décision dans les affaires les concernant personnellement ou concernant leurs relations.

6° *Les fonctionnaires doivent éviter toute tentative de corruption.* — C'est un principe important dans les devoirs des fonctionnaires, car si un fonctionnaire enfreint cette interdiction, il est passible d'une peine disciplinaire suivant le droit de discipline, mais commet en outre une infraction pénale.

L'article 12 du règlement du service des fonctionnaires prévoit une double interdiction :

D'une part, il est interdit aux fonctionnaires subordonnés de faire un cadeau quelconque à une autorité supérieure;

D'autre part, il est interdit aux fonctionnaires de recevoir un cadeau provenant d'un tiers et pouvant influencer une décision concernant ses affaires.

L'article 121 du droit pénal a interdit aux fonctionnaires ou aux juges, concernant les actes de leur fonction administrative, soit de demander, soit de recevoir des avantages en argent ou en nature des particuliers. Le fonctionnaire qui se serait laissé corrompre est passible d'une peine pouvant aller, au maximum, à sept ans de prison et à une peine d'amende de cinq mille yüans au maximum.

CONCLUSION

Le statut des fonctionnaires de la Chine actuelle a été élaboré selon la doctrine du Kuomintang.

Nous avons vu, en effet, que pendant la période de la tutelle politique, la conception de ce statut était à base dictatoriale; qu'il nous suffise de rappeler que le parti du Kuomintang est l'autorité supérieure qui a le pouvoir de nommer et de révoquer les fonctionnaires les plus importants de la République. Nous ajouterons même que ces fonctionnaires sont obligatoirement issus du comité exécutif central du Kuomintang.

Il n'y a donc point, pendant cette période, de libertés politiques; au contraire, lorsque nous en serons à la période constitutionnelle, la conception du statut des fonctionnaires sera à base démocratique; alors ce ne sera plus un parti politique bien déterminé qui aura le pouvoir de nomination et de révocation des fonctionnaires, mais, comme dans les régimes démocratiques, le pouvoir exécutif.

Ces deux périodes très différentes étaient prévues par le Kuomintang dans sa doctrine de reconstruction de la Chine sur des bases nouvelles; le statut des fonctionnaires est, lui aussi, issu de cette doctrine.

S'il a bien des points communs avec ceux des autres pays, il présente également des particularités qui lui sont propres; nous rappellerons simplement l'obli-

gation du fonctionnaire de la République d'être fidèle à un régime autoritaire; c'est ce qui existe cependant pour la période de la tutelle politique.

Nous citerons encore les particularités concernant le contrôle des fonctionnaires et le concours d'admission à une fonction publique.

Alors qu'habituellement, dans les statuts des fonctionnaires, le contrôle du personnel est entre les mains de l'autorité supérieure, en Chine, ce pouvoir appartient à un organisme de gouvernement, le « pouvoir de contrôle » comparable au pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. C'est un des cinq pouvoirs du gouvernement chinois au même titre que le pouvoir d'examen que nous examinerons plus loin.

Le pouvoir de contrôle est exercé par le yuant de contrôle prévu dans la loi organique.

En ce qui concerne les concours d'admission aux fonctions publiques, ils existaient déjà sous l'ancienne Chine, mais étaient d'une importance plus grande pour les fonctionnaires supérieurs que pour les fonctionnaires subalternes qui en étaient dispensés.

Actuellement, le concours est plus généralisé, la loi organique a, à ce point de vue, voulu montrer l'intérêt qu'elle y portait puisqu'elle a prévu un pouvoir spécial du gouvernement, le « pouvoir d'examen » qui n'existe qu'en Chine. Dans les autres pays, en effet, ce pouvoir d'examen appartient généralement à l'autorité supérieure.

Si, dans le statut chinois des fonctionnaires, on découvre des innovations telles que celles que nous venons de citer, il y a malheureusement aussi une lacune.

Il ne prévoit pas, en effet, de moyens de défense pour les fonctionnaires révoqués abusivement. Si un fonctionnaire a commis une faute, il est certain qu'elle

doit être sanctionnée et la révocation pourrait être, dans certains cas, une peine trop sévère; si, cependant, elle est appliquée, le fonctionnaire n'a aucun moyen pour se défendre.

Il n'y a pas là, nous en sommes certains, une omission, car cette lacune sera certainement réparée dans un avenir prochain.

Il ne faudrait pas, par conséquent, conclure que le statut des fonctionnaires ne comporte que des obligations de la part de l'employé d'administration et ne lui accorde aucune possibilité de satisfaction; notre législation est encore trop récente pour que les quelques modifications de détail qui seraient indispensables n'y soient apportées par le gouvernement de la République.

APPENDICE

Règlement de service des fonctionnaires

(Publié et mis en vigueur par le gouvernement de la République

le 2 juin 1931)

ARTICLE PREMIER. — Tout fonctionnaire doit être fidèle et respecter son serment, ainsi que s'efforcer d'exercer strictement sa fonction, selon la loi.

ART. 2. — Tout fonctionnaire doit être honnête, intègre, soigneux et diligent; il ne doit pas être orgueilleux, corrompible, ni commettre des actes contraires à l'honneur.

ART. 3. — Tout fonctionnaire ne peut user de son pouvoir pour en retirer un profit personnel ou pour avantager les tiers; il ne peut user de sa fonction pour porter atteinte à des tiers à l'occasion de sa fonction.

ART. 4. — Tout fonctionnaire gradé peut donner un ordre à ses subordonnés; ceux-ci lui doivent obéissance; mais s'ils ont à émettre un avis sûr cet ordre, ils peuvent le faire à tout moment.

ART. 5. — Tout fonctionnaire ayant reçu un ordre de deux autorités supérieures doit se conformer à celui qui vient de l'autorité la plus élevée. Si l'ordre vient de l'autorité compétente et de l'autorité cumulée (1), le fonctionnaire doit exécuter l'ordre de l'autorité compétente.

ART. 6. — Tout fonctionnaire doit garder le secret et être discret au sujet des affaires qui ne sont pas publiées dans l'organe officiel, que ces affaires soient ou non de sa compétence, que le fonctionnaire exerce sa fonction ou qu'il en soit sorti.

(1) Autorité cumulée. Il s'agit de l'autorité de certains fonctionnaires en chef qui, en plus de leurs fonctions propres, ont droit d'autorité dans une autre fonction.

ART. 7. — Sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente, tout fonctionnaire est tenu d'exercer sa fonction pendant les heures fixées par la loi.

ART. 8. — Les fonctionnaires ne peuvent prétendre au congé que dans les cas suivants :

1° Maladie;

2° Affaires suffisamment motivées.

Le règlement des congés est édicté dans la loi.

ART. 9. — Il est interdit à tout fonctionnaire de s'occuper, soit directement, soit indirectement, d'affaires de commerce et de spéculation.

ART. 10. — Il est interdit à tout fonctionnaire de cumuler sa fonction avec un autre emploi, sauf si la loi l'y autorise. Dans ce cas, le cumul des traitements est interdit.

Tout fonctionnaire ne peut cumuler sa fonction avec l'emploi de journaliste.

ART. 11. — Il est interdit à tout fonctionnaire de présenter à ses subordonnés des candidats à un emploi et d'intervenir auprès d'autres fonctionnaires, pour obtenir un traitement de protection en faveur de personnes avec qui il est en relations.

ART. 12. — Il est interdit à tout fonctionnaire de faire des cadeaux quelconques à ses supérieurs. Il lui est interdit de recevoir des cadeaux des tiers pouvant influencer une décision concernant les affaires publiques.

ART. 13. — Le fonctionnaire doit s'abstenir de prendre des décisions, lorsqu'il s'agit d'affaires qui le concernent personnellement ou qui concernent les membres de sa famille.

ART. 14. — Les fonctionnaires sont tenus de bien garder les dossiers, meubles et deniers publics; ils ne doivent ni les perdre, ni les détruire, ni les prodiguer, ni les employer personnellement. Ils ne peuvent non plus les prêter à des particuliers dans le but d'en retirer un profit personnel.

ART. 15. — Il est interdit à tout fonctionnaire de prêter, de consentir des traités de réciprocité personnelle, de recevoir illégalement de l'argent des personnes ou organismes suivants avec qui il est en relations à l'occasion de sa fonction :

1° Des entrepreneurs de travaux publics;

2° Des banques et des maisons de change à l'occasion des opérations de dépôt ou de retrait des fonds publics;

3° Des établissements de commerce fournissant l'administration;

4° De ceux qui ont reçu des subventions du gouvernement.

ART. 16. — Tout fonctionnaire qui aura contrevénu aux dispositions du présent règlement sera passible de sanctions disciplinaires plus ou moins sévères, selon l'importance de la faute. Ces sanctions disciplinaires seront prises par l'autorité compétente.

ART. 17. — Le présent règlement est applicable à tous les fonctionnaires qui reçoivent un traitement.

ART. 18. — Il entrera en vigueur dès le jour de sa publication.

Loi de nomination des fonctionnaires

*(Publiée par le gouvernement de la République
le 11 mars 1933)*

ARTICLE PREMIER. — Sauf application d'autres lois concernant leur nomination, les fonctionnaires sont nommés d'après la présente loi.

ART. 2. — Les fonctionnaires du grade de « Kien Jen » sont choisis dans l'un des caractères suivants :

- a) Ceux qui, étant fonctionnaires ou ex-fonctionnaires du grade de « Kien Jen », ont réussi la vérification de discrimination de caractère des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;
- b) Ceux qui, étant fonctionnaires ou ex-fonctionnaires depuis plus de trois ans et ayant assuré la fonction de la classe supérieure du grade de « Tsien Jen », ont réussi la vérification de discrimination de caractère ou la vérification des mérites des fonctionnaires;
- c) Ceux qui ont été fonctionnaires d'autorité pendant plus de deux ans;
- d) Ceux qui ont rendu de grands services à la République ou ont été à son service pendant plus de dix ans après avoir favorisé la Révolution;
- e) Ceux qui ont fait des découvertes ou ont enrichi par un travail le domaine scientifique ou artistique.

ART. 3. — Les fonctionnaires du grade « Tsien Jen » sont choisis parmi l'un des caractères suivants :

- a) Avoir réussi le concours des fonctionnaires supérieurs ou posséder un titre obtenu dans un concours équivalent;
- b) Etre fonctionnaire ou ex-fonctionnaire du grade « Tsien Jen » et avoir réussi la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;

- c) Etre ou avoir été pendant plus de trois ans fonctionnaire dans la classe supérieure de grade « Wei Jen » et avoir réussi la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;
- d) Avoir mérité de la République ou lui avoir accordé ses services pendant plus de sept ans et avoir bien mérité de la Révolution;
- e) Posséder un diplôme, soit d'une université chinoise, soit étrangère, accepté par le ministère de l'éducation et avoir traité une question admise par le ministère.

ART. 4. — Les fonctionnaires du grade « Wei Jen » sont choisis parmi l'un des caractères suivants :

- a) Avoir réussi au concours général des fonctionnaires ou avoir réussi un concours équivalent;
- b) Etre ou avoir été fonctionnaire au grade « Wei Jen » et avoir réussi la vérification de discrimination des caractères des fonctionnaires ou la vérification des mérites des fonctionnaires;
- c) Avoir été employé pendant plus de trois ans dans une fonction publique et avoir donné entière satisfaction;
- d) Avoir servi la Révolution pendant plus de cinq ans et avoir bien mérité d'elle;
- e) Avoir un diplôme d'une école technique.

ART. 5. — Non seulement les candidats à une fonction publique doivent satisfaire aux conditions prévues dans les trois articles précédents, mais leurs connaissances et leur expérience doivent être en rapport avec la fonction qu'ils auront à exercer.

ART. 6. — Ne peuvent être nommés fonctionnaires les candidats qui se trouvent dans l'un des cas suivants :

- 1° Ceux qui ont été privés de tous leurs droits civiques;
- 2° Ceux qui doivent au trésor public;
- 3° Ceux qui ont été condamnés à une peine infamante.

ART. 7. — *Nomination des fonctionnaires du grade « Kien Jen » et « Tsien Jen »* : Ils ne peuvent être nommés qu'après que le gouvernement de la République a transmis la candidature au ministère de la chancellerie, qui a pour mission de vérifier si les conditions prévues sont remplies.

Nomination des fonctionnaires de grade « Wei Jen » : Ils ne peuvent être nommés qu'après que leur autorité compétente a transmis leur candidature au ministère de la chancellerie, qui a pour mission de vérifier si les conditions prévues sont remplies.

Le ministère de la chancellerie doit procéder immédiatement à la vérification des candidatures et décider de l'admission ou de la non-admission.

ART. 8. — Pendant la durée qui s'écoule entre le départ de la demande de nomination d'un fonctionnaire du grade de « Kien Jen » et la nomination, pendant la durée qui s'écoule entre la présentation de candidature et la nomination d'un fonctionnaire du grade de « Tsien Jen », pendant le temps nécessaire à la nomination d'un fonctionnaire du grade de « Wei Jen », l'autorité compétente peut faire exercer la fonction vacante par une personne en ayant les capacités, et pour une durée n'excédant pas trois mois.

ART. 9. — Les candidats admis aux concours doivent être affectés à une fonction concordant avec les catégories des concours et les matières exigées aux concours.

ART. 10. — *Affectation des fonctionnaires du grade de « Tsien Jen » et « Wei Jen »* : Les candidats reçus aux concours doivent d'abord être affectés dans leurs fonctions et dans l'ordre dans lequel ils sont envoyés par le ministère de la chancellerie.

ART. 11. — *Procédure d'affectation* : Se divise en affectation à l'essai et en affectation titularisée. L'affectation titularisée ne peut avoir lieu qu'après une année d'affectation à l'essai.

ART. 12. — Ceux qui sont nommés pour la première fois sont affectés à l'essai; ils débutent dans la plus basse classe du traitement.

Ceux qui, ayant déjà été fonctionnaires pendant un certain temps et ayant mérité, peuvent être à nouveau nommés dans leur ancien emploi avec leur ancien traitement.

Ceux qui remplissent les conditions de grade de « Kien Jen » et qui ont rempli une fonction au grade de « Tsien Jen » et ceux qui remplissent les conditions de grade de « Tsien Jen » et qui ont rempli une fonction au grade de « Wei Jen » conservent leurs grades originaires; le paragraphe précédent ne l'applique pas à leur cas.

ART. 13. — La précédente loi n'est pas applicable aux fonctionnaires d'autorité.

ART. 14. — La présente loi sera mise en vigueur par les règlements élaborés par le ministère de la chancellerie et envoyée au yuant d'examen qui la transmettra au gouvernement de la République qui décidera de son application.

ART. 15. — La présente loi sera rendue exécutoire par décret.

Loi disciplinaire des fonctionnaires

(Publiée par le gouvernement de la République
le 8 juin 1931)

CHAPITRE PREMIER

Généralités

ARTICLE PREMIER. — Sauf si d'autres lois ont prévu des sanctions disciplinaires, les fonctionnaires ne peuvent subir que celles de la présente loi.

ART. 2. — Tout fonctionnaire ayant commis l'une des fautes suivantes est passible des sanctions disciplinaires :

- 1° Violation de la loi;
- 2° Négligence dans l'exercice de la fonction et fautes diverses (non précisées).

CHAPITRE II

Sanctions disciplinaires

ART. 3. — Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) Révocation;
- b) Rétrogradation;
- c) Privation partielle de traitement;
- d) Inscription au registre des fautes;
- e) Avertissement.

Les sanctions prévues aux alinéas *b*, *c* et *d* ne sont pas applicables aux fonctionnaires d'autorité.

ART. 4. — *Révocation* : C'est non seulement la suppression de la fonction, mais encore la suspension pendant un certain temps du droit de postuler à une fonction publique.

La durée de suspension est de un an au moins.

ART. 5. — *Rétrogradation* : Les fonctionnaires peuvent être rétrogradés d'une ou de deux classes. L'avancement ne peut avoir lieu que deux ans après la date de la rétrogradation.

Si le fonctionnaire ne peut, de par sa classe, être rétrogradé, il sera privé d'une partie de son traitement, calculée proportionnellement aux différentes classes, pendant une durée de deux ans.

ART. 6. — *Privation partielle de traitement de 10 ou 20 %, selon l'importance du traitement et pendant une période de un mois minimum à un an maximum.*

ART. 7. — *Inscription au registre des fautes :* Le fonctionnaire ayant été inscrit au registre des fautes ne peut pas prétendre à l'avancement par la classe, avant une durée de une année depuis le jour de l'inscription; si le fonctionnaire a été inscrit trois fois dans une année, il est privé partiellement, par l'autorité compétente, de son traitement, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent.

ART. 8. — L'avertissement peut être fait, soit verbalement, soit par écrit.

ART. 9. — Lorsque la sanction disciplinaire est décidée par le comité de discipline des fonctionnaires centraux, la décision est envoyée en trois exemplaires au yuant judiciaire dans les sept jours à dater du jour qu'elle a été prise. Si le fonctionnaire puni est dans les échelons du grade de « Tsien Jen » ou d'un grade supérieur, le yuant judiciaire demande au gouvernement de la République d'exécuter la décision ou de la notifier à l'autorité compétente pour exécution. Si le fonctionnaire puni est dans les échelons de grade de « Wei Jen », le yuant judiciaire notifie la décision pour exécution à l'autorité compétente. Toutes ces mises à exécution doivent être notifiées au ministère de la chancellerie.

Lorsque la sanction disciplinaire est décidée par le comité de discipline des fonctionnaires locaux, la décision est notifiée à l'autorité compétente du fonctionnaire puni, pour la mettre à exécution dans les sept jours à dater du jour qu'elle a été prise. L'autorité compétente doit notifier cette mise à exécution au ministère de la chancellerie et au yuant judiciaire.

CHAPITRE III

Les organismes de discipline

ART. 10. — Lorsque le yuant de contrôle considère qu'un fonctionnaire s'est rendu coupable d'une des fautes prévues à l'article 2 et qu'il doit subir une sanction disciplinaire, il transmet le dossier d'accusation et les témoignages à un des organismes suivants :

- a) Si l'accusé est un commissaire du gouvernement de la République, les pièces doivent être envoyées au comité de contrôle central du Kuomintang;
- b) Si l'accusé est un fonctionnaire d'autorité non prévu à l'article précédent, les pièces doivent être envoyées au gouvernement de la République;

- c) Si l'accusé est un fonctionnaire de gestion, les pièces doivent être envoyées au comité de discipline des fonctionnaires.

ART. 11. — Les présidents des yuants et des comités, les ministres et les hauts fonctionnaires de l'administration locale doivent, lorsqu'ils considèrent que leurs subordonnés ont commis une des fautes prévues à l'article 2 du droit disciplinaire, les envoyer pour la vérification avec une lettre motivée et des témoins devant le yuant de contrôle, sauf pour les subordonnés d'un grade inférieur à « Tsien Jen » qui doivent être envoyés devant les comités de discipline des fonctionnaires pour la vérification.

ART. 12. — L'inscription au registre des fautes et l'avertissement pour les fonctionnaires d'un grade inférieur à celui de « Tsien Jen » doivent être exécutés par l'autorité compétente.

CHAPITRE IV

Procédure de discipline

ART. 13. — En cas de nécessité, les organismes disciplinaires peuvent désigner des commissaires pour vérifier les dossiers reçus et à qui ils les transfèrent.

ART. 14. — Les organismes disciplinaires, en ce qui concerne les dossiers qui leur ont été transférés, sauf qu'ils peuvent les instruire eux-mêmes selon leurs attributions, peuvent les confier soit à une autorité administrative, soit à une autorité judiciaire chargée de l'instruction.

ART. 15. — Les organismes disciplinaires doivent envoyer une copie des pièces du dossier à l'accusé et lui demander de donner les explications désirées, dans un temps déterminé. En cas de nécessité, l'autorité disciplinaire peut demander à l'accusé de se présenter à l'autorité pour donner verbalement les explications.

Si l'accusé ne donne pas les explications dans un temps déterminé ou ne se présente pas devant l'autorité pour donner ces explications, l'autorité disciplinaire peut décider directement la sanction à appliquer.

ART. 16. — Si les organismes disciplinaires considèrent que les dossiers transférés concernent une faute grave, ils peuvent notifier à l'autorité compétente de l'accusé de suspendre la fonction avant que la sanction ne soit décidée.

L'autorité compétente considère que le fonctionnaire subordonné a commis une faute grave, lorsqu'elle le renvoie, soit au yuant de contrôle, soit au comité de discipline, conformément à l'article 11; elle peut également, d'après ses attributions, suspendre la fonction à l'avance.

Conformément aux deux alinéas ci-dessus, si le fonctionnaire suspendu dans sa fonction n'est ni condamné ni révoqué, il faut lui permettre de reprendre sa fonction et recevoir son traitement pour la période de suspension.

ART. 17. — Les fonctionnaires se trouvant dans un des cas suivants sont naturellement suspendus d'office dans leurs fonctions :

- 1° Ceux qui sont en prévention et attendent le jugement pénal;
- 2° Ceux qui ont été privés de leurs droits civiques par un arrêt pénal définitif;
- 3° Ceux qui sont détenus en exécution d'un jugement pénal.

ART. 18. — Les actes commis par les fonctionnaires suspendus conformément aux deux articles précédents, pendant la durée de la suspension, ne sont pas valables.

ART. 19. — Les prescriptions du code de procédure pénale concernant l'abstention dans les jurys sont applicables aux comités disciplinaires.

ART. 20. — La décision de l'organisme disciplinaire est prise à la majorité absolue des commissaires qui ont assisté aux débats. Dans le cas où il y a divergence d'idées et que la majorité absolue ne peut être réalisée, les voix sont comptées sur chacun des points du procès, en commençant par les éléments les plus défavorables à l'accusé jusqu'au moment où la majorité absolue est réalisée sur la peine à appliquer.

ART. 21. — L'organisme disciplinaire doit élaborer la lettre de décision qui doit être signée par tous les commissaires qui ont assisté aux débats et décidé la sanction.

Cette lettre disciplinaire doit être adressée à l'accusé et notifiée au yuant de contrôle, à l'autorité compétente du coupable et publiée dans les journaux officiels du gouvernement central, ou du gouvernement provincial et du gouvernement municipal.

CHAPITRE V

Relations entre la punition disciplinaire et le jugement pénal

ART. 22. — Si l'organisme disciplinaire juge qu'une affaire disciplinaire peut être assimilée à une affaire criminelle, il transfère immédiatement le dossier au tribunal criminel compétent.

ART. 23. — Lorsqu'une affaire est en cours d'instruction ou de jugement près d'un tribunal criminel, la procédure disciplinaire n'est pas applicable.

ART. 24. — Lorsqu'une affaire est en cours de procédure disciplinaire et que commence pour cette affaire la procédure criminelle, la procédure disciplinaire est immédiatement suspendue, jusqu'à ce que l'arrêt soit rendu.

ART. 25. — Lorsque pour une même affaire, le tribunal criminel ne décide pas de poursuivre et reconnaît l'accusé innocent, la procédure disciplinaire est alors applicable.

ART. 26. — Pour une même affaire, nonobstant une condamnation à une peine pénale n'entraînant pas la privation de tous les droits civiques, la procédure disciplinaire est également applicable.

CHAPITRE VI

Additionnel

ART. 27. — La faute disciplinaire, nonobstant qu'elle a été commise avant la mise en vigueur de la présente loi est également soumise aux sanctions prévues par la loi.

ART. 28. — La présente loi est mise en vigueur dès le jour de sa publication.

Loi organique des comités disciplinaires des fonctionnaires

*(Publiée par le gouvernement de la République
le 8 juin 1931)*

ARTICLE PREMIER. — Le comité disciplinaire des fonctionnaires dépend du yuant judiciaire; il est chargé d'exécuter toutes les affaires disciplinaires des fonctionnaires autres que celles prévues par d'autres lois.

ART. 2. — Le comité disciplinaire des fonctionnaires se divise en deux catégories :

- 1° Le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux;
- 2° Le comité disciplinaire des fonctionnaires locaux.

ART. 3. — Le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux se compose d'un président de grade de « Te Jen. » et de onze à dix-sept commissaires, parmi lesquels sont nommés six à neuf commissaires de grade de « Kien Jen »; les autres sont choisis parmi les présidents et les juges des sections détachées de la cour suprême. Le comité disciplinaire est chargé d'appliquer le pouvoir disciplinaire à tous les fonctionnaires depuis le grade de « T sien Jen » et aux fonctionnaires de grade de « Wei Jen » du gouvernement central.

ART. 4. — Ne peuvent être nommés commissaires de profession du comité disciplinaire des fonctionnaires que les personnes remplissant les conditions ci-après :

- 1° Bien connaître la doctrine du Kuomintang et avoir des connaissances approfondies du droit et de la politique;
- 2° Etre ancien fonctionnaire du grade de « Kien Jen », avec plus de deux ans de service ou de grade de « Tsien Jen » avec plus de cinq ans de service, dans l'administration de la République actuelle;
- 3° Etre âgé de plus de trente ans.

ART. 5. — Les comités disciplinaires des fonctionnaires locaux sont organisés dans les provinces; chacun d'eux se compose du président de la haute cour, qui fait fonction de président du comité, et de sept à onze commissaires, dont quatre à six d'entre eux sont choisis parmi les présidents et les juges les plus capables des sections détachées de la haute cour, et les autres parmi les fonctionnaires de grade de « Tsien Jen » du gouvernement provincial et des différents bureaux des départements du gouvernement provincial.

Les comités disciplinaires sont chargés d'exécuter les affaires de discipline des fonctionnaires de grade de « Wei Jen » de leur province.

ART. 6. — Les municipalités dépendent du yuant exécutif; chacune d'elles peut organiser un comité disciplinaire des fonctionnaires locaux, suivant les prescriptions de l'article précédent. La présidence est tenue par le président de la cour locale et les commissaires sont choisis parmi les présidents et les juges les plus capables des sections détachées de la cour locale.

ART. 7. — L'instruction des affaires disciplinaires par le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux est confiée à sept commissaires qui doivent être présents aux débats; l'instruction des affaires disciplinaires par le comité disciplinaire des fonctionnaires locaux est confiée à cinq commissaires qui doivent assister aux débats. Le président du comité disciplinaire désigne le commissaire qui sera chargé de présider les débats.

ART. 8. — Le président du comité disciplinaire des fonctionnaires dirige les opérations du comité; il ne peut pas intervenir dans les affaires disciplinaires.

ART. 9. — Les présidents des comités disciplinaires sont nommés pour deux ans; ceux qui cumulent la fonction de président de comité disciplinaire avec une autre fonction perdent, en même temps que la fonction principale, celle de président de comité disciplinaire.

ART. 10. — Le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux nomme trois secrétaires du grade de « Tsien Jen », dont un fait fonction de directeur; ils sont chargés de la garde du sceau et de la distribution des dossiers de mise en accusation et des autres affaires, selon les instructions de l'autorité supérieure.

ART. 11. — Le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux nomme neuf à quinze greffiers du grade de « Wei Jen », qui sont chargés de rédiger les minutes, de mettre en ordre les dossiers et les autres affaires, suivant les instructions de l'autorité supérieure.

ART. 12. — Pour minuter les documents et les autres pièces, le comité disciplinaire des fonctionnaires centraux peut avoir recours à quelques employés.

ART. 13. — L'établissement des dossiers de mise en accusation, des minutes et la mise en ordre des dossiers des comités disciplinaires des fonctionnaires locaux sont confiés par le président à des fonctionnaires de la cour.

ART. 14. — Le règlement d'administration détaillé du comité disciplinaire est fixé par le Yuan judiciaire.

ART. 15. — La présente loi est mise en vigueur dès le jour de sa publication.

Loi de vérification des mérites des fonctionnaires

*(Publiée par le gouvernement de la République
le 16 juillet 1935)*

ARTICLE PREMIER. — La vérification des mérites des fonctionnaires est effectuée selon la présente loi, sauf pour les cas prévus par d'autres lois.

ART. 2. — La vérification des mérites des fonctionnaires se divise en deux catégories :

1° La vérification annuelle. Les mérites des fonctionnaires sont vérifiés tous les ans;

2° La vérification générale. Elle a lieu pour l'ensemble des mérites des fonctionnaires, tous les trois ans.

La vérification annuelle aura lieu chaque année, au mois de décembre.

La vérification générale aura lieu après la troisième vérification annuelle.

ART. 3. — La vérification des mérites des fonctionnaires se divise en première vérification, en deuxième vérification ou révision. La première vérification est effectuée par l'autorité directe;

la deuxième ou revision, par l'autorité immédiatement supérieure à l'autorité directe.

Enfin, l'autorité compétente supérieure est chargée de procéder à une dernière vérification.

Dans le cas où il n'y a qu'une autorité, c'est à elle seule qu'est dévolu le pouvoir de vérification.

Chaque organisme de vérification peut organiser dans son sein un comité de vérification des mérites, dont le règlement organique est fixé par le yuant d'examen.

ART. 4. — La vérification annuelle est effectuée individuellement par chaque organisme, selon le tableau de vérification des mérites. Le résultat de la vérification est transmis au ministère de la chancellerie pour enregistrement.

La vérification générale est effectuée par le ministère de la chancellerie.

Les qualités soumises à la vérification et la forme du tableau de vérification des mérites des fonctionnaires sont fixés par le yuant d'examen.

ART. 5. — Si, dans la première et la deuxième vérification, l'autorité compétente s'est rendue coupable d'une fraude ou si les agents chargés d'établir les dossiers de vérification ont commis, soit une faute, soit une omission, ils sont passibles l'un comme l'autre des sanctions disciplinaires prévues par la loi.

ART. 6. — La présente loi concernant la vérification des mérites des fonctionnaires n'est pas applicable aux fonctionnaires d'autorité.

ART. 7. — Le règlement des récompenses et des châtiments à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires est fixé par une autre loi.

ART. 8. — Le règlement détaillé pour la mise en vigueur de la présente loi sera établi par le yuant d'examen.

ART. 9. — La date de mise en vigueur de la présente loi sera fixée par décret.

Règlement des récompenses et des châtiments à la suite de la vérification des mérites des fonctionnaires

*(Publié par le gouvernement de la République
le 1^{er} novembre 1935)*

ARTICLE PREMIER. — Le présent règlement est établi en conformité de l'article 7 du règlement de vérification des mérites des fonctionnaires.

ART. 2. — Les récompenses de vérification des mérites des fonctionnaires sont les suivantes :

- a) Avancement en grade;
- b) Avancement par la classe;
- c) Inscription au registre des mérites.

ART. 3. — Les châtiments de vérification des mérites des fonctionnaires sont les suivants :

- a) Révocation;
- b) Rétrogradation;
- c) Inscription au registre des fautes.

ART. 4. — Les récompenses et les châtiments de vérification annuelle des mérites des fonctionnaires sont les suivants :

- a) 1^{re} classe : Avancement par la classe;
- b) 2^e classe : Inscription au registre des mérites;
- c) 3^e classe : Ni récompense, ni châtiment;
- d) 4^e classe : Inscription au registre des fautes;
- e) 5^e classe : Rétrogradation;
- f) 6^e classe : Révocation.

ART. 5. — Les récompenses et les châtiments des vérifications générales des mérites des fonctionnaires sont les suivants :

- a) 1^{re} classe : Avancement en grade;
- b) 2^e classe : Avancement par la classe;
- c) 3^e classe : Inscription au registre des mérites;
- d) 4^e classe : Ni récompense, ni châtiment;
- e) 5^e classe : Inscription au registre des fautes;
- f) 6^e classe : Rétrogradation;
- g) 7^e classe : Révocation.

Les fonctionnaires récompensés par l'avancement en grade, mais dont les capacités ne correspondent pas à celles exigées par la loi de nomination des fonctionnaires, ne peuvent avancer d'un grade, mais avancent de deux classes dans leur grade sans pouvoir dépasser la classe supérieure de leur fonction.

ART. 6. — Si l'autorité compétente juge nécessaire, en raison des excellents résultats obtenus par un fonctionnaire lors de la vérification annuelle, de récompenser ce fonctionnaire par l'avancement en grade, elle peut en motiver l'avancement et transmettre la proposition au ministère de la chancellerie qui la contrôle et peut la rendre exécutoire.

ART. 7. — Le nombre des fonctionnaires proposés à l'avancement en grade par les différents organismes de vérification ne peut excéder les chiffres suivants :

- a) *Avancement des fonctionnaires du grade de « Tsien Jen »* : Le nombre des fonctionnaires proposés ne

peut pas excéder 10 % du nombre des fonctionnaires du grade de « Tsien Jen » en activité;

- b) *Avancement des fonctionnaires du grade de « Wei Jen »* : Le nombre des fonctionnaires proposés ne peut pas excéder 5 % du nombre des fonctionnaires du grade de « Wei Jen » en activité.

ART. 8. — Dans les différents organismes, les fonctionnaires ayant obtenu un mauvais rendement lors de la vérification des mérites sont révoqués, sans que le nombre total des révocations puisse être inférieur à 2 % des fonctionnaires en activité s'il s'agit de la vérification annuelle et à 4 % s'il s'agit de la vérification générale.

Les fonctions vacantes des fonctionnaires révoqués sont comblées par les candidats reçus aux concours.

ART. 9. — Les fonctionnaires du grade de « Tsien Jen » qui ont obtenu d'excellents résultats doivent avancer immédiatement en grade, selon la loi. Dans chaque organisme, à condition toutefois qu'il y ait des places vacantes. S'il n'y a plus de places vacantes, ils seront considérés comme des fonctionnaires de grade « Kien Jen ».

Les fonctionnaires de grade « Wei Jen », qui ont obtenu d'excellents résultats doivent avancer immédiatement en grade, selon la loi, dans chaque organisme, à condition toutefois qu'il y ait des places vacantes. S'il n'y a pas de places vacantes, ils seront considérés comme des fonctionnaires de grade « Tsien Jen ».

ART. 10. — Les fonctionnaires de la classe supérieure des grades de « Tsien Jen » et de « Wei Jen », promus à l'avancement par la classe lors de la vérification annuelle ou générale, ne peuvent pas avancer d'une classe; ils seront considérés comme étant avancés respectivement aux grades de « Kien Jen » et de « Tsien Jen ».

ART. 11. — Lorsque la décision d'accorder des récompenses ou des châtiments à des fonctionnaires des grades de « Kien Jen » et « Tsien Jen » est prise, tous les récompenses et châtiments sont notifiés par le ministère de la chancellerie à l'autorité compétente qui les exécute individuellement, sauf en ce qui concerne la révocation pour laquelle la notification doit être faite par le ministère de la chancellerie à l'autorité compétente et envoyée en même temps au yuant d'examen qui la remet au gouvernement de la République pour mise à exécution.

En ce qui concerne les fonctionnaires du grade de « Wei Jen », tous les châtiments ou récompenses sont notifiés après qu'ils sont décidés par le ministère de la chancellerie à l'autorité compétente qui les met à exécution individuellement.

ART. 12. — Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication.

Règlement concernant la pension des fonctionnaires

*(Publié par le gouvernement de la République
le 19 décembre 1931)*

ARTICLE PREMIER. — La pension des fonctionnaires civils, judiciaires et de police qui sont au service de la République est soumise aux prescriptions du présent règlement.

ART. 2. — Il y a trois catégories de pensions :

- 1° La pension viagère;
- 2° La pension « à une seule fois »;
- 3° La pension des familles des fonctionnaires décédés.

ART. 3. — Les fonctionnaires qui ont quitté le service et qui se trouvent dans l'une des situations suivantes ont droit périodiquement à une pension viagère égale à un cinquième de leur dernier traitement d'activité. Toutefois, lorsque le pensionné était du grade de « Wei Jen » ou chef de police dans l'administration policière, la pension viagère peut être fixée à un pourcentage pouvant varier entre 50 et 100 % du dernier traitement d'activité :

- 1° En cas d'invalidité par blessure en service et ne pas pouvoir exercer sa fonction;
- 2° Etre atteint d'une maladie nerveuse contractée en cours de service et ne pas pouvoir exercer sa fonction;
- 3° Avoir été dix ans de service au moins dans un état de faiblesse ou d'invalidité tel que l'exercice de la fonction n'est plus possible;
- 4° Avoir donné sa démission après dix ans de service au moins dans la fonction, être âgé d'au moins soixante ans et avoir apporté toute diligence dans l'exercice de la fonction. Pour les chefs de police, l'âge est ramené à cinquante ans.

ART. 4. — Le versement de la pension viagère a lieu dès le mois suivant la démission jusqu'au mois du décès du pensionné.

ART. 5. — La pension cesse d'être versée dans l'un des cas suivants :

- 1° Etre privé des droits civiques;
- 2° Perdre la nationalité chinoise;
- 3° Les fonctionnaires qui, recevant la pension viagère selon les paragraphes 1^{er} et 3^e de l'article 3 du présent règlement, ont repris leurs fonctions.

ART. 6. — La pension viagère cesse d'être versée dans l'un des cas suivants :

- 1° Avoir perdu les droits civiques et ne pas les avoir encore recouvrés;
- 2° Les fonctionnaires qui, conformément au paragraphe 4 de l'article 3, reçoivent une pension viagère et reprennent leur fonction.

ART. 7. — Les fonctionnaires qui ont contracté dans l'exercice de la fonction une blessure ou une maladie qui ne les rend pas invalides ou faibles ont droit à une pension « à une seule fois », égale aux deux derniers mois de traitement. Lorsque le bénéficiaire est du grade de « Wei Jen » dans l'administration de la police, il a droit à une pension « à une seule fois », égale aux trois derniers mois de traitement. Lorsque le bénéficiaire est chef de police, il a droit à une pension « à une seule fois », égale aux six derniers mois de traitement.

ART. 8. — Lorsque, conformément aux prescriptions de l'article précédent, les fonctionnaires ont perçu une pension « à une seule fois » et que leur blessure ou maladie s'aggrave, ils ont droit à une pension viagère selon les paragraphes 1^{er} et 2° de l'article 3 du présent règlement, déduction faite de la pension « à une seule fois » déjà reçue.

ART. 9. — Les familles des fonctionnaires ont droit à une pension de famille, lorsque les fonctionnaires décédés entrent dans l'un des cas ci-après.

Cette pension est égale au dixième du dernier mois de traitement d'activité. Lorsque le fonctionnaire est du grade de « Wei Jen » dans l'administration de la police, le pourcentage est porté à un septième. Lorsqu'il s'agit d'un chef de police, ce pourcentage atteint un tiers :

- 1° Décès pour le service;
- 2° Décès d'un fonctionnaire ayant plus de dix ans de service et ayant apporté de la diligence dans son travail;
- 3° Décès survenant lorsque le pensionné a reçu déjà une pension viagère, conformément à l'article 3, mais pendant une durée inférieure à cinq ans.

ART. 10. — Les familles des fonctionnaires décédés ont droit à la pension dans l'ordre suivant :

- 1° Epouse du de cujus;
- 2° En cas d'absence ou de mort du bénéficiaire précédent, les fils et les filles sont appelés;
- 3° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des 1^{er} et 2° paragraphes, les petits-fils et les petites-filles sont appelés;

- 4° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 à 3, les parents sont appelés;
- 5° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 à 4, ce sont les grands-parents qui sont appelés;
- 6° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 à 5, les frères cadets et sœurs cadettes du défunt sont appelés.

Les familles des fonctionnaires du sexe féminin décédés ont droit à la pension dans l'ordre suivant :

- 1° Les fils et filles de la de cujus;
- 2° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires précédents, les petits-fils et les petites-filles sont appelés;
- 3° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 et 2 et de l'époux, les parents de l'époux sont appelés;
- 4° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 à 3, les grands-parents de l'époux sont appelés;
- 5° En cas d'absence ou de mort des bénéficiaires des paragraphes 1 à 4, les parents de la de cujus sont appelés;
- 6° En cas d'absence ou de mort des personnes des paragraphes 1 à 5 précédents, les grands-parents de la de cujus sont appelés.

ART. 11. — Le versement de la pension de famille des fonctionnaires décédés a lieu depuis le mois qui suit le décès du fonctionnaire jusqu'au moment fixé dans les cas suivants :

- 1° Majorité des fils et filles du de cujus;
- 2° Décès ou remariage de la femme du de cujus;
- 3° Majorité des petits-fils et petites-filles, des frères cadets et des sœurs cadettes du de cujus;
- 4° Décès des grands-parents et parents de l'époux et des grands-parents et parents de la de cujus.

ART. 12. — Lorsqu'il y a plusieurs bénéficiaires ayant droit à la pension de famille des fonctionnaires décédés, conformément au présent règlement, la pension sera divisée en plusieurs parts égales.

Si un bénéficiaire refuse l'allocation de sa part, celle-ci sera versée à un autre bénéficiaire ayant droit à la pension, conformément au présent règlement.

ART. 13. — En plus de la pension prévue à l'article 9 du présent règlement, les familles ont droit, lorsque le fonctionnaire est décédé dans l'exercice de sa fonction, à une pension « à une seule fois », égale au total du traitement des deux derniers mois.

Lorsqu'il s'agit d'un fonctionnaire de police du grade de « Wei Jen », cette pension « à une seule fois » est égale au total du traitement des quatre derniers mois. Lorsqu'il s'agit d'un chef de police, le total de cette pension sera égal au total du traitement des dix derniers mois.

ART. 14. — Toute famille de fonctionnaire décédé après plus de trois ans et moins de dix ans de service a droit à une pension « à une seule fois », égale au total du traitement des deux derniers mois.

ART. 15. — Les temps de service dont il est question dans le présent règlement se calculent à compter du mois d'entrée en service jusqu'au mois de sortie de service. Lorsqu'un fonctionnaire, après avoir quitté son service, est à nouveau nommé dans une fonction publique, il y a lieu de tenir compte dans le temps de service de la durée de la première fonction.

Mais, en ce qui concerne celui qui a interrompu sa fonction par révocation, punition pénale ou disciplinaire, et qui a repris son service, la durée précédent la révocation ou la punition ne doit pas être comptée.

ART. 16. — Le présent règlement sera mis en vigueur dès le jour de sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages français

- J. BARTHÉLÉMY et P. DUEZ : *Traité de droit constitutionnel*, nouvelle édition, Paris, 1933.
- H. BERTHÉLÉMY : *Traité élémentaire de droit administratif*, 13^e édition, Paris, 1933.
- R. BONNARD : *Précis de droit administratif*, 2^e édition, Paris, 1935.
- G. DEMARTIAL : *Le statut des fonctionnaires*, 2^e édition, Paris, 1909.
- L. DUGUIT : *Traité de droit constitutionnel*, 1^{re} édition, I, 1911; 2^e édition, I, 1921; 2^e édition, III, Paris, 1923.
- A. ESMEIN : *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*, 8^e édition, Paris, 1928.
- J. ESCARRA : *La Chine passée et présente*, 1^{re} édition, Paris, 1934.
- *Le droit chinois; conceptions et évolutions. Institutions législatives et judiciaires. Science et enseignement*, 1^{re} édition, Paris, 1936.
- G. GEORGIN : *Le statut des fonctionnaires. L'avancement, son organisation, ses garanties*, 1^{re} édition, Paris, 1912.
- M. HAURIOU : *Précis de droit administratif et de droit public*, 12^e édition, Paris, 1933.
- H. NEZARD : *Eléments de droit public*, 5^e édition, Paris, 1931.
- L. ROLIN : *Précis de droit administratif*, 5^e édition, Paris, 1934.
- M. VALINE : *Manuel élémentaire de droit administratif*, 1^{re} édition, Paris, 1936.
- WU (F. E.) : *La nouvelle Chine et le gouvernement national*, Paris, 1927.
- YUAN TOU SONG : *Le mouvement de la constitution chinoise*, Nancy, 1935.

Ouvrages chinois

- CHIN TCHIEN CHANG : *La théorie et la pratique de droit administratif*, Shanghai, 1935.
- PONG FEI PÉ : *Précis de droit administratif*, Shanghai, 1931.
- *Le droit administratif*, Shanghai, 1930.
- YUANG FAN : *Le droit administratif*, Shanghai, 1935.

YIN TCHEOU SIC : *Etude sur la loi organique du gouvernement de la République*, Shanghai, 1931.

SUN YAT SEN : *Œuvres complètes*, 4 volumes, Shanghai, 1928.

TZE CHI WANG : *Le droit constitutionnel comparé*, Shanghai, 1927.

Recueils juridiques chinois

HUI WEN TANG : *Recueil complet des lois et des décrets administratifs*, Shanghai, 1933.

— *Les six codes complets*, Shanghai, 1935.

The commercial press Ltd : *Les lois et les règlements en vigueur du gouvernement de la République chinoise*, Shanghai, 1929.

The Shun Pao : *L'Annuaire de Sun Pao*, I, 1933; II, 1934; III, 1935, Shanghai.

Yuant législatif : *Lois et règlements complets de la République chinoise*, Shanghai, 1935.

Périodiques

HUI WEN TANG : *Revue hebdomadaire des lois et des décrets*.

Journal officiel du gouvernement de la République chinoise.

Journal officiel du yuant législatif.

Journal officiel du gouvernement de la province de Hupek.

The central daily news, Nankin.

The Shun Pao (Le journal de Shanghai), Shanghai.

The social science (Revue de l'université de Tsin hua), Péping.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER	
Vue d'ensemble sur le statut des fonctionnaires depuis 1926	4
SECTION I. — La conception du statut	4
I. — La conception à base dictatoriale de la période de la tutelle politique	5
II. — La conception à base démocratique de la pé- riode constitutionnelle	8
SECTION II. — Le problème du statut	9
I. — Le problème de la situation juridique du fonc- tionnaire de l'administration	9
II. — Les individus des différentes catégories colla- borant au service public, conformément aux statuts, appartiennent-ils au cadre des fonctionnaires?	10
SECTION III. — La hiérarchie des fonctionnaires	13
SECTION IV. — Les catégories de fonctionnaires	15

CHAPITRE II

Admission dans un emploi public	18
SECTION I. — Notions générales	18

	PAGES
I. — Conditions exigées pour l'admission à un emploi public	18
1° Condition d'attachement à la chose publique et au pays	18
2° Condition d'aptitude morale	20
3° Condition d'aptitude intellectuelle	21
II. — Formules de nomination des fonctionnaires ..	23
III. — Situation juridique de l'acte de nomination ..	24
SECTION II. — Mode de recrutement des fonctionnaires ..	26
I. — La nomination	26
II. — Le concours	30
III. — L'élection	37
SECTION III. — Critique des diverses modalités de recrutement des fonctionnaires	41
I. — Avantages et inconvénients de la nomination des fonctionnaires	41
II. — Avantages et inconvénients du recrutement par voie de concours	42
III. — Avantages et inconvénients du recrutement par l'élection	43
 CHAPITRE III 	
Cessation de service des fonctionnaires	45
SECTION I. — Régime juridique de la cessation de service des fonctionnaires	45
I. — A quel organisme appartient le droit de faire cesser les services d'un fonctionnaire?	45
II. — Cas de cessation de service des fonctionnaires.	46
III. — Situation juridique de l'acte de cessation de service des fonctionnaires en Chine ..	55
SECTION II. — Le transfert du pouvoir de la fonction publique	55

	PAGES
I. — Notions générales du transfert du pouvoir de la fonction publique	55
II. — Régime du transfert des fonctions publiques ..	56
 CHAPITRE IV 	
La discipline et la responsabilité des fonctionnaires....	59
SECTION I. — La discipline	59
I. — Notions générales sur la discipline	59
II. — Régime juridique de discipline des fonctionnaires en droit public chinois	63
SECTION II. — Responsabilité des fonctionnaires	75
I. — Notions générales sur la responsabilité des fonctionnaires	75
II. — Les différentes catégories de responsabilité des fonctionnaires	78
1° Responsabilité civile des fonctionnaires ..	78
2° Responsabilité pénale des fonctionnaires ...	79
 CHAPITRE V 	
Les avantages et les devoirs des fonctionnaires	81
SECTION I. — Les avantages des fonctionnaires	81
I. — L'avancement des fonctionnaires	81
1° Notions générales sur l'avancement des fonctionnaires	81
2° Régime juridique d'avancement des fonctionnaires	82
II. — Les avantages pécuniaires des fonctionnaires ..	87
1° Le traitement des fonctionnaires	87
2° La pension des fonctionnaires	90
III. — Avantages de la protection contre les injures, outrages, violences et diffamations	102

	PAGES
SECTION II. — Les devoirs des fonctionnaires	103
I. — Notions générales sur les devoirs des fonctionnaires	103
II. — Les diverses sortes de devoirs des fonctionnaires	103
CONCLUSION	110
APPENDICE	113
BIBLIOGRAPHIE	131

VU :

Nancy, le 9 juin 1937.

Le Président :

H.-F. LALOUEL.

VU :

Nancy, le 10 juin 1937.

Le doyen de la Faculté de Droit :

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 11 juin 1937.

Le recteur de l'Académie

Président

du Conseil de l'Université

L. BRUNTZ.

IMPRIMERIE VAGNER

3, RUE DU MANÈGE

— NANCY —

ERRATA

PAGES	LIGNES	LIRE	AU LIEU DE
6	16	l'ombre du gouvernement de la République	l'ombre de la République
6	28	de la tutelle	de tutelle
10	30	appartiennent	et appartenant
12	5	collaborent au service public mais n'appartiennent	collaborant au service public mais n'appartenant
27	note 1	pp. 6 et 7	pp. 3 et 4
28	1	du département	du tribunal
33	2	en vigueur	en viguer
34	3	invariables	variable
36	16	6°	d)
37	26	1°	2°
39	30	2°	1°
44	7	Etats	état
44	33	de fonctionnaires	des fonctionnaires
52	24	qui ont un an	qui ont deux ans
52	27	qui ont deux ans	qui on deux ans
60	16	de l'étendue de l'application	de l'application
64	6	discipline	disciplinaire
64	14	orale	morale
69	17	comité de discipline des fonctionnaires.	comité des fonctionnaires
71	8	au ministère	au ministre
73	note 3	pp. 67 et 68	pp. 80 et 81
87	14	« Tsien Jen »	« Tien Sen »
89	23	Pour distinguer facilement les différentes classes et les différents tarifs	Pour distinguer facilement les différents tarifs
94	note 2	pp. 91 et 93	pp. 111 et 115
103	18	d'obligations	de catégories
104	13	Etats	Etat
105	note 1	subir volontairement	subir la condamnation
109	13	mais il	mais
117	33	s'applique	l'applique
128	8	République chinoise	République.

ADDENDA

Page 12, ajouter, ligne 26 : et par conséquent, ils ne sont pas fonctionnaires.

Page 46, ajouter ligne 9, après politique : du comité exécutif.

Page 68, note 3, mettre : Art. 10 après droit de discipline.

Page 92, une ligne 21 *bis* sautée : pensions des fonctionnaires et d'autoriser toutes les différentes sortes de.

